

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

COOPÉRATION BILATÉRALE

LES MISSIONS DE L'UE SONT FONDÉES SUR LA PROMOTION DE LA COOPÉRATION, DE L'INTÉGRATION ET DU MULTI-LATÉRALISME.



Lire p.4&5

VIE ÉCONOMIQUE

SELON LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (CNUCED), LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS SONT EN HAUSSE SUR LE CONTINENT



Lire p.6

ÉDUCATION & FORMATION

VIVO ENERGY : PROGRAMME JEUNES TALENTS ÉDITION 2019



Lire p.21

Dossier

TOURISME, TRANSPORT & LOGISTIQUE

TROIS AXES PROMETTEURS DE DÉVELOPPEMENT



LE SECTEUR DU TOURISME AU CŒUR DU PIB GABONAIS

CLUB DU TOURISME : LE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME AU GABON, UN GÉNÉRATEUR DE L'ÉCONOMIE

BOLLORE : NOUS ALLONS POURSUIVRE NOS EFFORTS POUR LUTTER CONTRE LA VIE CHÈRE

Lire p. 10 - 18

Prochain numéro :

PERSPECTIVES ET PROSPECTIVES DU GABON

N°77
SEPT.
2019





Vivo Energy Gabon **Notre programme de développement de Jeunes Talents -** **Venez expérimenter/vivre l'excellence !**

Vivo Energy Gabon, l'entreprise qui commercialise les produits Engen au Gabon est fière de lancer la première édition de son programme de développement de Jeunes Talents. L'objectif recherché est de suivre et faciliter, en collaboration avec l'Office National de l'Emploi, dans le cadre du Contrat Apprentissage Jeunesse (CAJ), l'intégration des jeunes diplômés en entreprise d'une part et de développer les compétences de tous les Jeunes Talents à travers cet accompagnement sur mesure qui reste l'une des pièces maîtresses de notre programme, d'autre part.

Nous vous offrons cette année, l'opportunité de vivre cette expérience unique en côtoyant les standards internationaux au sein d'une entreprise ambitieuse, Vivo Energy Gabon.

Si vous répondez aux critères suivants :

- ✓ 28 ans au plus au 31 Décembre 2019
- ✓ Diplômes (BAC+4/5) datant de moins de 2 ans dans les corps de métiers suivants: Commerce, Ventes, Finances, Achat, Approvisionnement Logistique et Transport, Ressources Humaines, Communication, Marketing, Ingénierie en Gestion des Risques Techniques et Environnement (HSSE), Ingénierie en Génie Civil, Electromécanique, Chimique, Maintenance-
- ✓ Maîtrise de la langue Anglaise
- ✓ Brillant(e), Dynamique, Passionné(e), Motivé(e), faisant preuve d'esprit d'équipe,

Alors, envoyez-nous votre CV afin de rejoindre une compagnie de valeurs et d'évoluer dans un environnement de travail stimulant.

Vos lettres de motivation et vos CV seront reçus à l'adresse suivante : Ressources.Humaines@vivoenergy.com au plus tard le 31 juillet 2019 inclus. Seul(e)s les candidat(e)s retenu(e)s seront contacté(e)s. Vous devrez obligatoirement préciser en objet: Programme Jeunes Talents suivi du domaine/corps de métier pour lequel vous postulez.

Vivo Energy Gabon est une société qui offre l'égalité des chances à tous les candidats et sera donc heureuse de traiter toutes les demandes avec équité.

Sommaire N°76

VIE ÉCONOMIQUE

4 – 8

FRM GÈRE LES ACTIVITÉS FORESTIÈRES DE BOUT EN BOUT

p. 8

CACAO : LA CÔTE D'IVOIRE ET LE GHANA SUSPENDENT LEURS VENTES POUR ATTEINDRE UN PRIX PLANCHER

p. 9

DOSSIER

10 – 18

TROIS AXES PROMETTEURS DE DÉVELOPPEMENT



LE TOURISME À L'INTERNATIONAL

p. 11

MSC-MEDITERRANEAN SHIPPING COMPANY

p. 13

FOCUS

19

COUP DE JEUNE SUR LES LOGOS DE LA SOBRAGA

p. 19

ÉDUCATION & FORMATION

21

ÉCOLE 241 : REMISE DES ATTESTATIONS AUX PREMIERS STAGIAIRES

p. 21

Édito

C'EST L'ÉTÉ, MAIS LES ACTIVITÉS CONTINUENT

Par Anne-Marie Jobin

En ce tout début de période estivale nous avons souhaité aborder le sujet du tourisme, du transport et de la logistique.

En brossant ce tableau, nous pouvons observer des avancées considérables, notamment dans le domaine du tourisme. La volonté du gouvernement de diversifier l'économie engage des positionnements officiels et motive les acteurs du secteur à s'unir pour devenir complémentaires. Des décisions sont prises, des investissements sont budgétés et vous lirez dans ces pages les détails de l'évolution des paramètres.

À la rentrée du mois de septembre, nous développerons les perspectives et les prospectives du Gabon. En cette période de transition, nous travaillons les interviews qui seront adressées aux différentes institutions et organismes et pas des moindres. Tout d'abord le ministère des PME/PMI, l'ANPI, la Chambre de Commerce, la Zone économique de Nkok, la CPG et le Club de Libreville, l'ONE et enfin les institutions bancaires : la BEAC au sujet des problèmes des devises : qu'est-il arrivé ? Avons-nous raison de parler au passé ? La Banque mondiale : quelles sont ses orientations et pourquoi se tourne-t-elle particulièrement vers l'employabilité ? La Banque africaine de développement : où en est-elle de la réalisation des multiples projets signés ? L'Agence française de développement : quels sont leurs projets d'appui et dans quel domaine ? Le Fonds monétaire international : quelles sont les résultats de ses analyses ?

Concernant Economie Gabon +, nous continuons sur notre lancée et évoluons sereinement. L'élaboration de nouvelles rubriques pour aborder d'autres sujets et le développement de tous nos supports numériques sont nos premières préoccupations. Nous avons prouvé qu'évoquer l'économie dans son ensemble ne nous oblige en rien à nous accrocher à la politique et encore moins la polémique. Alors nous approcherons des services d'État pour qu'ils nous livrent leur constat sur l'avancée de leur projet.

Nous vous rappelons que nous sommes à votre écoute pour diffuser votre actualité. N'hésitez pas à nous contacter.

C'est dans cette optique que nous commencerons le second semestre. Nous vous souhaitons d'excellents congés et vous donnons rendez-vous très bientôt.

Directeur de la publication
Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 05 31 70 00

Comité de rédaction
Anne-Marie JOBIN
Rédacteur en Chef - Éditorialiste
Cel. : +241 05 30 18 80
Nancy DIGOMBE
Secrétaire de Rédaction
laredaction@economie-gabon.com

Responsable multimédia
Tél. : +241 01 44 11 62
contact@economie-gabon.com

Responsable réseau de distribution
Jocelyne DOKASSE – Tél. : +241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com
Port-Gentil : Louis Georges AGONDJO

Stratégie & développement
Anne-Marie JOBIN : +241 05 30 18 80
annemarie.jobin@economie-gabon.com

Publicité & marketing :
241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Directeur artistique & infographie
Donald ELLA
Assistant infographe : Nills TIGOUÉ

Impression : Multipress

Tirage : 10 000 exemplaires

Informations légales
MOBILITY MEDIA AFRICA Société
éditrice de : Economie Gabon+
Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM
N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution
d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/
DCOM du 3 juin 2010

Siège social
Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 01 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.ga
Facebook : facebook.com/economiegabon.plus
Twitter : twitter.com/EconomieGabon



Nills TIGOUÉ
Assistant infographe

INTERVIEW DE SON EXCELLENCE MONSIEUR HELMUT KULITZ, AMBASSADEUR DE LA DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE AU GABON, POUR LA GUINÉE ÉQUATORIALE, SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE ET LA CEEAC. LES MISSIONS DE L'UE SONT FONDÉES SUR LA PROMOTION DE LA COOPÉRATION, DE L'INTÉGRATION ET DU MULTILATÉRALISME.

Monsieur Helmut Kulitz, ambassadeur de l'Union européenne au Gabon depuis 4 ans, nous livre son bilan avant d'être appelé à d'autres fonctions. Après une brillante et longue carrière de diplomate dans de nombreux pays, Helmut Kulitz a présenté ses lettres de créances au Gabon le 27 novembre 2015. Grâce à sa volonté initiale de densifier la coopération entre le Gabon et l'Union européenne dans des secteurs aussi nombreux et variés que la pêche, la formation professionnelle, la protection de l'environnement et de la biodiversité, l'amélioration de l'infrastructure et de la gestion dans les domaines de l'énergie et l'eau etc., l'accueil des autorités gabonaises fut chaleureux. Ces orientations ont-elles été respectées ? Nous lui avons posé quelques questions et le remercions de nous éclairer concrètement sur les actions menées par l'Union européenne.

Anne-Marie JOBIN

ECONOMIE GABON + : Monsieur l'Ambassadeur, quelles sont les principales missions menées par l'Union européenne à l'international ?

Elles sont fondées sur la promotion de la coopération, de l'intégration et du multilatéralisme. L'ADN de l'Union européenne est le résultat d'une intégration régionale. Pour servir l'histoire, il faut rappeler qu'après les ravages de la Seconde Guerre mondiale, les responsables de l'Europe qu'étaient, entre autres, Robert Schuman et Jean Monnet, ont décidé une fois pour toutes de mettre de côté le nationalisme dans la politique européenne pour favoriser l'intégration. La conviction de la politique européenne est fondée sur la collaboration et non sur la compétition. Ce principe directeur est appliqué aux questions économiques, politiques et environnementales.

Aujourd'hui, sur le plan économique, nous observons un certain recul, notamment en termes de libre-échange. Nous souhaitons travailler pour garder et renforcer ce modèle économique développé et appliqué avec succès depuis des décennies, avec pour objectif d'améliorer le commerce mondial, mutualiser ses bénéfices et intervenir pour favoriser cette source de prospérité pour l'ensemble des nations et de leurs citoyens. Il est évident que l'ouverture des marchés se traduit par une croissance significative, par la création d'emplois et donc par des bénéfices considérables. Cette croissance doit être inclusive. Avec l'OMC (Organisation mondiale du commerce), nous mettons tout en œuvre pour garantir nos acquis et entretenir nos relations fondées sur un consensus très large qui nous ont amenés à une coopération salubre. D'autres pays nous rejoignent et calquent ce modèle de coopération qui pourrait également être appliqué dans d'autres domaines que l'économie.



■ Helmut Kulitz, Ambassadeur de l'Union Européenne au Gabon

ECONOMIE GABON + : Quel est le programme sur lequel vous avez travaillé avec la CEEAC pendant votre mandat ?

En 2014, l'Union européenne a signé le 11^e FED (Fonds européen de développement) avec la CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale) et son institution « sœur », la CEMAC. Elle a programmé une enveloppe globale de 350 millions d'euros pour assurer son investissement dans différents programmes.

Le programme cadre définit les actions communes selon un cycle fixe de 6 ans. Ce même cycle est suivi par tous nos partenaires du groupe d'États ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), que ce soit au niveau national ou régional, avec des programmes similaires

portant sur les stratégies et priorités de chaque partenaire. Je profite de l'occasion qui m'est donnée ici pour préciser que tous les investissements engagés par l'Union européenne sont des dons, des subventions, et ne sont ni des crédits ni des prêts soumis à des frais, à l'exception de certaines actions financées par la Banque européenne d'investissement qui peuvent faire l'objet de prêts à intérêts très concessionnels.

Dans le cas de l'Afrique centrale, les trois secteurs principaux sont la paix et la sécurité, la protection de l'environnement et de la biodiversité en Afrique centrale, et enfin l'intégration économique et commerciale de cette région qui est considérée comme sous-intégrée en comparaison avec d'autres régions du même continent. Dans le cadre de l'intégration économique et commerciale, pour favoriser les

connexions, les flux, qu'ils soient électriques ou terrestres, il n'y a pas suffisamment de passerelles entre les pays, ce qui réduit le développement économique.

Dans cette optique, l'Union européenne poursuit ce programme qui, entre autres, contribue à la construction d'infrastructures routières (corridors régionaux) et cofinance des interconnexions électriques entre plusieurs pays de la région dans le but de renforcer les liens entre les pays de la CEEAC. Ces programmes se concrétisent sur le long terme et nous fondons l'espoir que ces réalisations soient efficaces et comparables aux pays de la EAC, de la CDAA (SADC en anglais) et de la CEDEAO, qui ont une avance considérable en termes de commerce entre voisins.

Les trois secteurs principaux sont la paix et la sécurité, la protection de l'environnement et de la biodiversité et l'intégration économique et commerciale

Par ce biais, nous stimulons les économies nationales dans le but de générer davantage de produits exportables dans les pays limitrophes et promouvoir une croissance génératrice de création d'emplois.

ECONOMIE GABON + : Qu'en est-il concernant votre implication et vos investissements en faveur de la biodiversité et autres matières premières naturelles ?

Dans ce secteur d'activité, nous accompagnons 7 pays de la CEEAC à travers le programme régional ECOFAC VI de 88 millions d'euros, présent depuis des décennies et actuellement dans sa 6^e phase d'intervention. Si nous prenons l'exemple du Gabon, l'Union européenne soutient l'ANPN (Agence nationale des parcs nationaux) qui est une agence à but non lucratif. La préservation de la biodiversité représente un coût considérable, mais il est dans l'intérêt de toute l'humanité d'en prendre grand soin. Nous intervenons donc auprès de cette agence qui a réalisé un parcours exemplaire

depuis sa création en 2007. Notre financement couvre le fonctionnement de l'ANPN dans trois parcs nationaux, c.à.d. la Lopé, Waka et Mayumba, donc concrètement une partie des salaires, de l'entretien du parc de véhicules, de la formation, notamment des écogardes etc. Nous servons également de relai pour mettre en contact les différentes agences implantées en Afrique et à l'international afin qu'elles créent des échanges productifs.

ECONOMIE GABON + : À quel niveau intervenez-vous dans le programme qui intègre le sujet de la paix et de la sécurité ?

l'un des projets les plus importants dans le cadre de ce programme concerne notamment la sécurité dans le golfe de Guinée. Le transport maritime est particulièrement touché dans cette région. Tous les ports de la façade atlantique depuis le Sénégal jusqu'à l'Angola sont concernés. En même temps, on constate dans le golfe de Guinée des activités illégales et criminelles de grande envergure. Il s'agit de plusieurs phénomènes, notamment la piraterie de navires cargos, mais aussi de bateaux de pêche, qui a atteint un niveau effrayant. Ils sont détournés, saccagés, pillés... Les équipages sont régulièrement pris en otage, des rançons sont réclamées... Il s'agit bien là d'actes criminels organisés par des réseaux importants enracinés quelque part dans la région, qui gangrènent le tissu social et économique et impactent négativement les opportunités commerciales. La sécurité maritime, y compris la lutte contre la pêche illicite et la lutte contre la criminalité liée au trafic illicite de ressources naturelles, est donc une priorité parce qu'elle touche l'Afrique de l'ouest et l'Afrique centrale. La coopération prend ici tout son sens. Ces deux régions créent des structures communes pour échanger des données, se concerter, partager la surveillance, dans le but d'enrayer et de contrer ces attaques à répétition.

L'Union européenne cofinance ces structures et nous les accompagnons à travers la mise en place d'assistances techniques, avec un soutien total d'environ 120 millions d'euros. Le centre interrégional de coordination est basé à Yaoundé.

ECONOMIE GABON + : Si vous deviez citer un exemple concret de réalisation infrastructurelle édifiée dans l'un des 11 États CEEAC, quel serait-il ?

Je pense que le pont qui relie le Tchad au Cameroun et réduit considérablement la distance entre ces deux pays fait partie de ouvrages les plus importants réalisés. Le Tchad est l'un des pays les plus enclavés et les plus éloignés de son port d'entrée, c.à.d. Douala. Grâce au pont, ce pays qui dépend commercialement des transports devrait connaître un essor profitable.

Au Gabon, nous finançons une connexion inter-électrique entre Franceville et le Congo Brazzaville. Les deux réseaux existants sont indépendants et sont appelés à échanger grâce à cette installation.

En fait, nous sommes impliqués dans tout ce qui bénéficie à la connectivité entre les pays : les routes, l'énergie, le numérique, sont autant de sujets intégrés dans le programme.

ECONOMIE GABON + : Excellence, vous êtes aussi le représentant de l'Union européenne notamment à Sao Tomé-et-Principe. Dans quel créneau apportez-vous votre contribution, à quelle hauteur, seul ou en partenariat avec d'autres institutions ?

Le Programme bilatéral avec Sao Tomé-et-Principe dans le cadre

du 11^e FED s'élève à 35 millions d'euros. Je rappelle que les investissements engagés par l'Union européenne sont des subventions et ne sont ni des crédits ni des prêts soumis à des frais. Concernant l'archipel constitué principalement des deux îles de Sao Tomé et de Principe, nous avons conjointement élaboré des programmes qui répondent aux attentes et aux besoins pressentis. L'insularité en général présente des contraintes qui compliquent la connectivité, qu'elle soit maritime ou aérienne et, par voie de conséquence, les coûts sont importants, ce qui est un frein au développement, notamment commercial. Par exemple, faute de scanner, l'aéroport de Sao Tomé n'est pas aux normes IATA et les marchandises ne peuvent pas être transportées vers l'Europe par voie aérienne.

Comme partout dans le monde, chaque bailleur s'emploie à financer au maximum trois secteurs pour éviter les superpositions de ces financements. À Sao Tomé-et-Principe, les secteurs couverts sont l'eau et l'assainissement, la promotion d'exportations agricoles et la lutte contre les inégalités et les violences basées sur le genre. Dans le cadre de notre programme régional, nous appuyons également le pays dans la protection de l'environnement où nous avons, par exemple, octroyé 2 millions d'euros pour contribuer à la préservation du

Tous les investissements engagés par l'Union européenne sont des subventions et ne sont ni des crédits ni des prêts soumis à des frais

parc Obô à travers notre programme régional ECOFAC VI. Ce joyau naturel très prisé est promu par un écotourisme de qualité qui apporte une plus-value au pays.

ECONOMIE GABON + : Au Gabon, quel est l'appui que vous avez exercé en faveur de l'éducation dans le cadre du 11^e FED ?

Nous nous sommes dernièrement investis dans le domaine de la formation professionnelle aux côtés du Gabon et avec notre partenaire Junior Achievement Gabon, qui vise à former 30 000 jeunes dans le pays. Nous allons travailler avec JA Gabon, partenaire mandaté du gouvernement, pour élargir à l'ensemble du pays un réseau d'incubateurs qui permettra à des jeunes économiquement faibles, en général déscolarisés, d'acquérir

des compétences leur permettant de décrocher des emplois décents et/ou de lancer leur entreprise, voire d'accéder à d'autres types de formations dans l'enseignement technique et professionnel ou supérieur. Ce programme s'inscrit pleinement dans l'objectif fixé par le gouvernement gabonais : un jeune, un emploi. Nous entrons par ce biais dans le cadre du plan stratégique du Gabon émergent qui vise à développer, diversifier et promouvoir la croissance.

Par ailleurs, je voudrais aussi ajouter que dans le cadre du 10^e FED, nous avons lancé un programme dans le secteur des infrastructures et plus concrètement dans l'assainissement du bassin versant de Nzeng Ayong. Celui-ci est presque terminé. Conjointement avec nos partenaires gabonais, nous prévoyons de finaliser le canal en 2020 au plus tard. Cet ouvrage a pour objectif d'améliorer les conditions de vie, l'hygiène et la salubrité dans le 6^e arrondissement de Libreville. J'ose dire que nous sommes fiers de cette réalisation une fois réceptionnée.

ECONOMIE GABON + : Pour conclure, à l'aube de votre départ vers d'autres horizons, quel est votre ressenti général relatif à votre mandat ?

Ces années passées au Gabon ont été très enrichissantes. J'ai beaucoup voyagé dans les pays que je représentais et aussi dans toute la sous-région. L'Afrique centrale est une région fascinante jouissant d'une démographie dynamique et riche d'un important patrimoine de ressources naturelles, mais elle est certainement devant des défis importants – préserver ou rétablir la paix là où elle est menacée, bien valoriser les richesses naturelles au bénéfice des populations et du développement, et former des cadres politiques qui permettent et promeuvent l'épanouissement des populations de manière démocratique, paisible et équitable, respectueuse des normes internationales relatives à la bonne gouvernance et des libertés fondamentales. Ma grande satisfaction est d'avoir joué un rôle, très modeste certes, en ma qualité de représentant de l'Union européenne. J'ai tenté de soutenir au mieux les efforts déployés par les pays pour qu'ils relèvent les défis qui les attendent, pour construire leur avenir autour de cette jeunesse à laquelle il faut pouvoir offrir de quoi s'épanouir, intellectuellement, professionnellement et personnellement. Je pense qu'il n'existe pas d'ambition plus satisfaisante que celle-ci ■

Economie Gabon +
Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion

DÉCOUVREZ GRATUITEMENT TOUTE
L'ACTUALITÉ DE L'ÉCONOMIE DU GABON

Avec Economie Gabon+ restez :
+ À L'ÉCOUTE + INFORMÉS + CONNECTÉS

Retrouvez tous
nos journaux en
version numérique
sur notre site internet



www.economie-gabon.ga

SELON LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (CNUCED), LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS SONT EN HAUSSE SUR LE CONTINENT

C'est une bonne surprise ! Alors que les investissements mondiaux sont en baisse pour la troisième année consécutive (– 13 % selon le World Investment Report publié le 12 juin par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), l'Afrique échappe à cette tendance générale : les investissements directs étrangers grimpent au contraire de près de 11 %, même s'ils continuent à ne représenter qu'une part infime des flux financiers mondiaux (3,5 %).

Par la rédaction



D'après le rapport, « cette augmentation s'explique par la progression de la demande et, par voie de conséquence, du prix de certains produits de base. Dans un certain nombre de pays, la croissance des investissements n'est pas liée aux ressources naturelles », ajoutent les experts. La situation est très différente selon les économies.

En Égypte, qui occupe le haut du tableau et reste le premier destinataire d'IDE avec 6,8 mds de dollars, malgré un repli de 8 %, ce sont principalement les secteurs du gaz et de l'industrie qui attirent les investisseurs.

Au Maroc, les IDE s'élèvent à 3,6 mds de dollars (bondissant de 35,5 % par rapport à l'an dernier). Les intérêts y sont dirigés vers des secteurs plus variés : finance, énergies renouvelables, infrastructures et automobile.

L'AFRIQUE DE L'OUEST, ET SURTOUT LE NIGERIA, EN RECUL

Ailleurs sur le continent, les pays dont les économies sont les plus diversifiées affichent de bonnes performances, à l'image du Kenya (+ 27 %). Si l'enveloppe baisse en

Éthiopie (– 18 %), le pays se place tout de même parmi les plus attractifs du continent avec 3,3 mds de dollars.

En Afrique subsaharienne, les variations sont souvent à deux chiffres. En cause, les secteurs énergétiques et miniers, dans lesquels les montants investis sont traditionnellement importants.

Le Nigeria pâtit des incertitudes liées aux élections ainsi que des conflits entre le gouvernement et des multinationales, observent les auteurs du rapport. Avec des investissements en baisse de 43 % (à 2 mds de dollars), il fait ainsi reculer l'Afrique de l'Ouest (– 15 %).

LE MOTEUR DES ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES

Focus de ce rapport 2018 : les zones économiques spéciales (ZES), identifiées comme un facteur de croissance des investissements étrangers. On en dénombre 237 en Afrique, présentes dans 38 pays.

« Bien que l'objectif de ces zones sur le continent, surtout en Afrique subsaharienne, soit d'améliorer le secteur manufacturier et les exportations dans les industries où la

main-d'œuvre est peu qualifiée, comme le textile et le prêt-à-porter, certains pays ciblent des secteurs diversifiés avec plus de valeur ajoutée », note le rapport, qui donne l'exemple du Maroc (high-tech, automobile), du Sénégal ou encore du Rwanda.

Le potentiel des zones économique régionales est aussi signalé par les experts, comme celle initiée en 2018 dans le triangle constitué par les villes de Sikasso (Mali), Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) et Korhogo (Côte d'Ivoire).

DES BÉNÉFICES « JAMAIS AUTOMATIQUES »

Les tensions sécuritaires, croissantes dans la région, sont un frein pour les investisseurs. Mais selon Alexandre Dabbou, économiste à la division des investissements et des entreprises de la Cnuced, « les ZES, de plus en plus nombreuses, sont intéressantes en termes de croissance, d'emploi, de diversification des exportations et de réalisation des objectifs de développement durable, sans compter les retombées indirectes. Mais attention, les bénéfices ne sont jamais automatiques. Un des avantages est le partage d'infrastructures coûteuses à mettre en place pour les pays en voie de développement. Bien sûr, dans certaines régions, il y a des questions de sécurité, mais cela peut être aussi un laboratoire qui facilite les choses en termes de climat des affaires, d'attractivité et de gouvernance ».

Pour Mukhisa Kituyi, secrétaire général de la Cnuced, l'entrée en vigueur prochaine de la Zone de libre-échange continentale (Zlec) va encore renforcer la coopération entre les pays africains : « Conjugué à des prévisions de croissance optimistes, c'est de bon augure pour les entrées d'IDE sur le continent ».

DES FLUX SUD-SUD EN HAUSSE

Les principaux pourvoyeurs d'IDE sur le continent restent les pays européens, notamment la France (64 mds de dollars), suivie de près par les Pays-Bas, avant les États-Unis (en repli à 50 mds de dollars), la Chine étant en cinquième position.

Les flux Sud-Sud, et notamment les chiffres des investissements intracontinentaux, sont absents du rapport. Pourtant, l'acquisition des 53 % restants de Saham (Maroc) par l'assureur sud-africain Sanlam constitue un deal non négligeable (1 mds de dollars). L'Afrique du Sud se classe d'ailleurs juste derrière l'Italie avec 27 mds de dollars d'investissements (stocks) dans les autres pays d'Afrique.

« Les flux Sud-Sud sont en hausse. C'est une perspective intéressante, notamment avec la zone de libre-échange qui favorisera les investissements de l'extérieur du continent, mais aussi entre les pays africains », commente Alex Dabbour. « Ces flux ont une certaine valeur ajoutée : il est plus facile d'intégrer les investissements entre économies similaires » ■

Source : Jeuneafrique.com





OiLibya en Afrique devient OLA Energy

L'Afrique évolue chaque jour davantage et nous aussi. Nous changeons pour mieux vous servir, avec plus de points de vente et des stations encore plus conviviales. Roulez serein grâce à notre large gamme de lubrifiants de qualité supérieure. Laissez-vous tenter par un repas ou un achat dans nos multiples boutiques, ou faites tout simplement le plein avant de reprendre votre route en toute sécurité.



WE KEEP YOU GOING

INTERVIEW DE MONSIEUR BERNARD CASSAGNE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE FRM – FORÊT RESSOURCES MANAGEMENT

FRM GÈRE LES ACTIVITÉS FORESTIÈRES DE BOUT EN BOUT

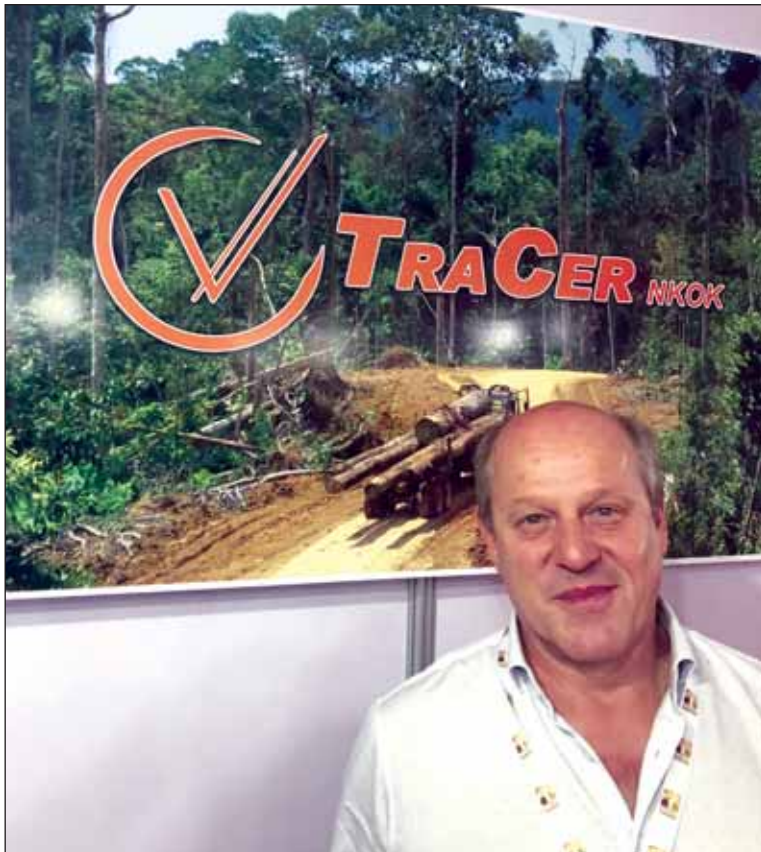
Depuis 30 ans, le groupe FRM a mené 500 missions au cœur des écosystèmes forestiers de la planète. Il intervient à l'international, notamment dans le pays du Bassin du Congo, au Gabon, en particulier avec sa filiale FRM Gabon, en Afrique de l'Ouest et en Amazonie brésilienne. Ce bureau d'ingénierie forestière a pour fonction d'assister les acteurs de la filière des bois tropicaux. Il est leader dans le domaine de la gestion forestière et de l'exploitation des forêts certifiées, et a produit plus de 5 millions d'hectares de plan d'aménagement des forêts au Gabon. À l'occasion du salon Gabon Wood Show, nous avons rencontré Monsieur Bernard CASSAGNE, docteur en sciences naturelles, initiateur en 1995 de l'implantation d'une filiale au Gabon installée aujourd'hui dans la Zone économique spéciale de Nkok.

Anne-Marie JOBIN

ECONOMIE GABON + : Monsieur Cassagne, vos multiples activités autour de la gestion de la filière bois sont tentaculaires, à la fois très différentes et très interdépendantes. Comment s'articulent-elles ?

Le cœur de métier de FRM, c'est la forêt et la valorisation de ses biens et services par une exploitation durable des ressources forestières. Les membres de l'équipe sortent d'une école forestière et sont ingénieurs. Il y a une vingtaine d'années, le secteur privé a été contraint d'améliorer sa gestion des territoires forestiers qui lui étaient concédés, de faire des plans d'aménagement et de les financer. Les acteurs de ce secteur ont dû s'appuyer sur des services extérieurs, et notamment ceux de FRM, parce qu'ils n'avaient pas ces compétences en interne. Il nous a fallu établir un concept de transférabilité de la responsabilité de la gestion forestière de l'État au secteur privé. En ma qualité d'expert, j'avais déjà travaillé sur ce sujet en 1987 en Côte d'Ivoire et cette expérience fut très porteuse.

Au regard de la dimension énorme des territoires forestiers à gérer, nous avons opté pour la mise en place d'un système d'information géographique en utilisant la cartographie, les images satellite etc. Cela nous a permis, avec les exploitants forestiers, d'établir des inventaires et de faire des statistiques sur les ressources en bois. Ce n'est pas anodin parce que la forêt équatoriale, tropicale, a une particularité unique au monde : des centaines d'espèces, d'essences, cohabitent sur le même périmètre. Cet état de fait nous a obligés à répertorier chacune d'entre elles, et pas seulement la vingtaine d'essences qui intéressait les opérateurs économiques de l'époque. Le résultat de ce travail minutieux nous donne aujourd'hui la possibilité d'exploiter durablement une quarantaine d'essences et davantage dans le futur. Sans ces informations quantitatives et qualitatives, nous ne pourrions pas disposer de ces essences. Les industriels qui transforment la matière première, les grumes, se spécialisent généralement dans l'exploitation d'une essence de bois en particulier parce que les matériels industriels utilisés sont spécifiques et différent selon la qualité technologique des essences exploitées et transfor-



■ Bernard CASSAGNE, Directeur Général de FRM

mées. L'azobé servira à fabriquer des traverses de chemin de fer, l'okoumé du contreplaqué, tandis que le padouk sera réservé à l'ameublement ou aux lames de terrasse, ce qui montre bien que l'utilisation des différentes essences s'est fortement diversifiée. Nous sommes passés ainsi à une industrialisation plus variée, de nouveaux marchés se sont ouverts et génèrent une économie répondant directement aux attentes de la diversification et du Gabon émergent.

ECONOMIE GABON + : Vous chapeautez aussi l'agence TRACER installée depuis 2018 dans la Zone économique spéciale de Nkok. Quelle est sa fonction ?

Comme son nom le laisse deviner, il s'agit de traçabilité. Cette agence répond à un programme spécifique que nous avons développé et mis en place à l'entrée de la zone économique de Nkok (ZES) et ce, à la demande de GSEZ, responsable de la zone. Grâce à ce système, nous contrôlons 100 % des sources des grumes entrant dans la zone. Cette

Toutes ces informations sont recueillies et analysées, les contrôles peuvent être programmés ou inopinés.

structure assure que les grumes transformées dans la ZES de Nkok sont traçables et ne proviennent pas de forêts exploitées illégalement. À terme, tous les produits exportés depuis la zone de Nkok seront certifiés, avec des sources de production contrôlées et des produits garantis. TRACER protège les transformateurs des risques réputationnels, financiers et commerciaux, et facilitera l'accès aux marchés en Europe et en Amérique du Nord en particulier.

ECONOMIE GABON + : Indiquez-nous le chemin depuis les forêts jusqu'à la ZES de Nkok.

Nous avons des équipes d'inspecteurs qui réalisent des contrôles selon un protocole très précis, et d'autres qui opèrent auprès des fournisseurs de grumes, y compris avec des vérifications faites en forêt, dans une procédure de diligence raisonnée qui a été développée dans le but de la protéger. Cela va de la vérification de l'agrément du plan d'aménagement à l'engagement des forestiers à respecter les documents de gestion, les essences autorisées à l'exploitation, les plans sociaux... Toutes ces informations

sont recueillies et analysées. Les contrôles peuvent être programmés ou inopinés. En fait, TRACER audite les sources d'approvisionnement des concessions forestières, nous permettant ainsi d'obtenir toutes les données et de garantir le risque sur la provenance du bois.

ECONOMIE GABON + : Vous êtes partenaire de Brainforest, ONG œuvrant dans les mêmes domaines que votre société. Tout comme la vôtre, sa philosophie s'articule autour de la prise en compte dans son analyse de l'interdépendance des problèmes environnementaux et sociaux. Quel est le sens de votre collaboration ?

Brainforest est l'ONG la plus connue au Gabon pour son indépendance, pour ses combats et son intégrité. Elle maîtrise parfaitement le système et reste à nos côtés sur le terrain. Une dizaine d'agents de Brainforest sont positionnés dans chacune des activités de TRACER et participent à toutes les inspections de terrain, à toutes les analyses documentaires, à tous les contrôles. Cet ensemble de compétences crédibilise le process.

ECONOMIE GABON + : Combien de personnes sont-elles employées par TRACER aujourd'hui ? Comment sont-elles formées ?

Une trentaine de Gabonais travaillent pour TRACER. Nous les formons en interne. FRM est une société qui possède une expérience unique dans ce domaine. Nous avons un réseau très important composé de professionnels déployés sur le terrain. Ces derniers accompagnent les jeunes et les forment sur place, en direct. Les résultats obtenus sont très satisfaisants. La rigueur nécessaire dans ce domaine professionnel ne s'apprend pas sur les bancs d'une école.

ECONOMIE GABON + : Quelle est votre mission dans la ZES de Nkok ? Quel est votre système de rémunération ?

Notre activité dans la zone consiste notamment à déployer et développer les services de l'agence TRACER. 100 % des grumes entrant à Nkok sont tracées. À compter de septembre prochain, tous les fournisseurs de grumes devront être agréés pour fournir les industries de la zone. Ainsi, les problèmes de mauvaise gouvernance rencontrés ces derniers mois seront abolis. FRM Gabon est approché par la nouvelle équipe gouvernementale en place pour réfléchir au déploiement d'un tel système à l'échelle nationale. Quant à notre rémunération, elle se fonde sur les volumes de grumes entrant chez les industriels.

ECONOMIE GABON + : Considérez-vous que la chaîne de valeur de cette filière bois est optimisée au maximum ?

Le secteur forestier gabonais est en phase de restructuration complète. Après ces premières années de fonctionnement de la ZES de Nkok, on voit bien que c'est indispensable pour toute la filière, pour une plus grande et meilleure exploitation des ressources en bois de la forêt, et pour le secteur industriel et économique. Il reste beaucoup à faire, mais nous nous félicitons de notre perspicacité de l'époque qui a considérablement influé sur la réussite et l'évolution du secteur. Le métier a changé. Il y a quelques années, les unités de production étaient intégrées, indissociables c'est-à-dire que la forêt, l'usine, la transformation, l'exportation, le commerce etc. tout était intégré. Aujourd'hui, le forestier fournit la matière première exploitée dans des forêts gérées durablement et recourt à des techniques d'exploitation à faible impact, et les industriels sont prêts à développer, augmenter et valoriser la production des forêts à moyen terme. Aujourd'hui, avec l'industrialisation du bois au Gabon, plus de 50 % de la grume est valorisée. À terme, la ZES de Nkok vise une valorisation de 100 % de la matière bois alors qu'avant, guère plus du tiers du volume de la grume était valorisé !

ECONOMIE GABON + : Monsieur Cassagne, nous n'avons évoqué que l'exploitation de la forêt naturelle du Gabon. Qu'en est-il du reboisement ?

Il existe deux façons de renouveler la forêt. En forêt naturelle, nous nous appuyons sur la régénération naturelle qui se fait à partir d'arbres semenciers, la graine tombe et la nature fait son travail. Le reboisement repose sur la plantation de jeunes arbres élevés en pépinières et cultivés, un peu comme en agriculture. La production de bois dans une parcelle plantée est bien plus forte comparée à celle obtenue en forêt naturelle.

En forêt naturelle, le cycle d'exploitation est fondé sur la vitesse de croissance des arbres, mais quoi qu'il en soit, on s'autorise la coupe de 2 arbres environ à l'hectare tous les 25 ans en moyenne. Dans les plantations, on vise des cycles courts de culture de l'arbre, avec la coupe des plantations tous les 7 à 15 ans en général, sauf pour les essences à croissance lente comme l'Okoumé qu'il faut exploiter toutes les 40 à 50 années !

Les forêts naturelles et plantées fournissent des biens et des services. Le bois, les produits forestiers non ligneux, les stocks de carbone etc. constituent les biens tandis que la protection des sols et de l'eau ou le recyclage du climat relèvent des services. Toutes les forêts sont utiles et indispensables à l'humanité et, ne l'oublions pas, elles sont le poumon de notre planète. Dans ce domaine, le Gabon apporte une forte contribution qu'il convient de mentionner ici ■

Nous avons un réseau très important composé de professionnels déployés sur le terrain.

COMMUNIQUÉ

Ce 27 juin 2019 se sont tenues à Moanda, sous la présidence de M. Martial Rufin MOUSSAVOU, Président du conseil d'administration, les réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale de la Compagnie minière de l'Ogooué (COMILOG).

Par la rédaction

L'objet principal de l'assemblée générale était l'approbation des comptes de l'exercice 2018 dont voici les données caractéristiques : une production de 4,3 Mt de minerai et aggloméré en hausse de 5,6 % par rapport aux 4,078 Mt de 2017. Un volume des ventes établi à 4,22 Mt en 2018 contre 4,015 Mt en 2017, soit une hausse de 5,23 %. Un chiffre d'affaires CIF 2018 de 741,2 m^{ds} de FCFA contre 634,5 m^{ds} en 2017, soit une hausse de 16,8 %. En hausse de 36,77 %, le résultat d'exploitation s'établit à 386,8 m^{ds} de FCFA en 2018 contre 282,8 m^{ds} en 2017. Le résultat net de COMILOG SA a atteint 155 m^{ds} de FCFA en 2018, contre 106 m^{ds} en 2017, soit une hausse de 46,22 %. Cette bonne performance s'est accompagnée d'une maîtrise des coûts de production dans un marché favorable et des niveaux de prix du minerai élevés tout au long de l'année.

Pour sa part, le conseil d'administration a examiné l'activité courante et les projets de développement de la société, notamment l'évolution du projet Comilog 2020 dont les travaux préparatoires sont lancés. Chez COMILOG, l'année 2018 a été marquée par de nouveaux records

historiques au niveau de la production, du transport et de l'embarquement, dans un contexte favorable.

En effet, la production d'acier a profité d'une croissance de 4,5 % par rapport à l'année précédente. Contrairement à 2017, une grande partie de cette hausse provient de la production en Chine, bien que toutes les zones aient profité d'une croissance générale de l'économie mondiale ainsi que d'une baisse renouvelée des exports d'acier chinois (-8 % par rapport à 2017).

En interne, cette hausse de production s'est accompagnée d'un renforcement du management de la performance opérationnelle, des outils de pilotage ainsi que d'une amélioration des indicateurs sécurité.

De plus, 2018 aura été l'année du début d'une mutation multiforme au niveau managérial, sociétal et industriel avec le Projet Comilog 2020.

III / PERSPECTIVES ET GRANDS PROJETS :

En 2019, au niveau du marché, la demande d'acier en Chine devrait se stabiliser et la consommation mondiale d'acier croître modérément (+1,3 %).

L'objectif industriel de l'activité minière en 2019 est de dépasser durablement le rythme de production de 4 MT grâce au renforcement de la culture sécurité de l'entreprise, au déploiement de sa stratégie digitale pour évoluer vers la mine 4.0 et au renouvellement de son engagement sociétal.

Le projet COMILOG 2020 a obtenu avec succès sa validation par le Conseil d'Administration Eramet dans les délais prévus (« Initial Project Validation – IPV »). Cette validation fait suite à l'obtention du permis d'exploitation attribué par les autorités gabonaises et à d'importantes études techniques et économiques qui ont démontré la faisabilité et le fort potentiel de création de valeur de ce projet. La recherche des financements est maintenant entrée en phase active.

Pour COMILOG, l'objectif est de porter la capacité de production globale de minerai de manganèse de 4,3 Mt par an en 2018 à 7 Mt en 2023, et ainsi

d'ancrer durablement COMILOG dans une position de leader mondial sur le marché du minerai de manganèse. Aux termes des études de faisabilité technico-économiques, l'investissement au Gabon s'élèverait à 640 M€ sur 5 ans, avec une montée en puissance plus rapide de la production.

L'équilibre économique du projet suppose la confirmation par le gouvernement gabonais du maintien des conditions juridiques et fiscales actuelles, en particulier de la convention minière liant le groupe avec son partenaire, l'État gabonais. Par ailleurs, le projet a fait l'objet d'une étude d'impact environnemental et social (EIES) détaillée, menée selon les standards internationaux les plus exigeants, ceux de la Banque Mondiale. Le certificat de conformité a été délivré par les autorités de tutelle gabonaises.

Pour répondre à l'augmentation des volumes à transporter, une modification de la stratégie de renouvellement de la voie ferrée a été définie avec la Setrag afin d'accélérer les travaux et de fiabiliser les transports de marchandises et de passagers.

CACAO : LA CÔTE D'IVOIRE ET LE GHANA SUSPENDENT LEURS VENTES POUR ATTEINDRE UN PRIX PLANCHER

La Côte d'Ivoire et le Ghana ont annoncé la suspension de leurs ventes du cacao qui sera récolté lors de la campagne 2020–2021. L'objectif est d'atteindre un prix minimum de 2 600 dollars la tonne et de créer une plus-value pour les producteurs.

Par la rédaction

La Côte d'Ivoire et le Ghana, les deux plus gros producteurs mondiaux de fèves de cacao, ont franchi une nouvelle étape dans leur partenariat stratégique afin de dompter les cours internationaux du cacao. Le 12 juin à Accra, les deux gendarmes de la filière, le Cocobod du Ghana et le Conseil café-cacao (CCC) de Côte d'Ivoire, ont décidé d'un commun accord de geler les ventes de fèves à partir de la saison 2020–2021 qui démarre le 1^{er} octobre 2020.

Les deux États sont allés plus loin en proposant un prix plancher de 2 600 dollars la tonne (2 300 euros), en dessous duquel aucune fève ne sera mise sur le marché. Les cours internationaux se situent actuellement autour de 2 400 dollars.

VENDRE 80 % DE LA RÉCOLTE PAR ANTICIPATION

La Côte d'Ivoire et le Ghana représentent plus de 60 % des approvisionnements mondiaux de cacao, avec environ 3 millions de tonnes de récolte prévues pour la campagne 2018–2019 actuellement en cours. Dans le cadre de ce partenariat stratégique, la Côte d'Ivoire a aligné son système de commercialisation sur celui du Ghana depuis le démarrage de la campagne 2018–2019 débutée le 1^{er} octobre 2018. Les deux producteurs mondiaux ont désormais un système de mise sur le marché similaire qui consiste à vendre 80 % de la récolte par anticipation, et surtout à aller sur le marché quand les cours sont bons.

« Les deux systèmes de commercialisation ne sont pas encore globalement intégrés,



mais le mécanisme est similaire », explique une source du Conseil café-cacao. Les deux pays se réunissent de façon alternée à Abidjan et à Accra. Le prochain rendez-vous est prévu à Abidjan le 3 juillet prochain, pour réfléchir sur la stratégie d'implémentation du prix plancher.

« Quand les deux chefs d'État auront validé tout le processus, nous irons à la rencontre des industriels et des pays consommateurs pour leur expliquer que cette décision n'est pas contre eux », a expliqué à « Jeune Afrique » Yves Brahima Koné, directeur général du CCC.

AIDE AUX PRODUCTEURS

Aujourd'hui, 80 % des stocks de cacao sont localisés dans les pays consommateurs. Les stocks mondiaux étaient estimés à 4,79 millions de tonnes au premier trimestre 2019. En mars 2018, les présidents Alassane Ouattara et Nana Akufo-Addo ont lancé la déclaration d'Abidjan, une initiative destinée à lancer les jalons d'une coopération étroite entre les deux pays dans la cacao-culture, en vue de contrôler le marché du cacao et surtout de créer une plus-value pour les producteurs et les recettes d'exportation.

Selon les statistiques de l'Organisation internationale du cacao (ICCO), 15 m^{ds} de dollars de TVA reviennent aux pays consommateurs tandis que les producteurs ne glanent que 6 m^{ds} de dollars, avec un chiffre d'affaires de 100 m^{ds} de dollars dans l'industrie du cacao. Une donne que veulent inverser les pays producteurs. La stratégie entre le Ghana et la Côte d'Ivoire prévoit l'industrialisation des fèves sur place et la lutte contre les maladies du verger de cacao ■

TROIS AXES PROMETTEURS DE DÉVELOPPEMENT



TOUR D'HORIZON DES TRANSPORTS AU GABON

La SOGATRA, Société gabonaise de transport, se trouve en difficulté depuis 3 ans. Un audit a été réalisé et des décisions sont prises dont notamment « la fonte de certaines directions et plusieurs services, la suppression de plusieurs postes et primes injustifiées, la réhabilitation du parc automobile, le montage d'une unité de réparation et de maintenance, l'installation d'un système fiable d'information et de comptabilité pour mieux tracer les recettes d'exploitation, etc. ».

Anne-Marie JOBIN

En juin, le ministre des Transports, Justin Ndoundangoye, a animé une conférence de presse pour présenter la nouvelle compagnie de transports urbains fondée sur un partenariat public-privé, dénommée « Société des transports urbains » (Transurb). Le capital de Transurb est 100 % gabonais. Quelques 500 emplois directs et indirects devraient être créés pour le lancement prévu ce mois d'août. 300 bus faciliteront la mobilité des Librevillois. La nouvelle compagnie devrait desservir Libreville, Akanda, Owendo et Ntoun. Transurb et la Sogatra sont appelées à collaborer et à se soutenir mutuellement.

Par ailleurs, depuis 2014, la Sogatra gère aussi la centaine de taxis-compteur. Ce service est un substitut aux bus, notamment pour les parents d'élèves qui, grâce à ces taxis et malgré leur coût, peuvent assurer le transport de leurs enfants du domicile à l'école.

ADL : Depuis l'aéroport de Libreville, 13 compagnies aériennes, Afrijet, Air Côte d'Ivoire, Air France, Asky, Camair-co, Ceiba, Ethiopian Air Lines,



Kenya Airways, NRT, Royal Air Maroc, Rwandair, TAC, Turkish Air Lines, couvrent 20 destinations. Par ordre alphabétique : Abidjan, Addis Abeba, Brazzaville, Casablanca, Cotonou, Douala, Franceville, Istanbul, Kigali, Kinshasa, Lagos, Lomé, Malabo, Nairobi,

Johannesburg, Paris, Pointe-Noire, Port-Gentil, Sao-Tomé et Yaoundé.

Accueillant un peu plus de 800 000 passagers par an, cet aéroport situé au centre-ville n'est qu'à 50 % de sa capacité. Le projet du nouvel aéroport,

maintes fois retardé, est à présent en cours de réalisation. Les travaux de ce chantier situé à Essassa, au PK 28, font l'objet d'échanges entre le gouvernement et les représentants des entreprises marocaines Innovative contractors for advanced dimensions (Icad) et Société générale des travaux du Maroc (SGTM). Le nouvel aéroport s'étendra sur 4 500 hectares et le projet sera développé en partenariat avec la Zone économique spéciale de Nkok (GSEZ). Mais pour l'heure, on en est encore à la phase de déforestation dont le lancement officiel se fera dans les tous prochains jours.

La SETRAG : Le Transgabonais est le chemin de fer du Gabon, dont le premier tronçon fut mis en service en 1978. Il est composé d'une unique ligne de 669 km reliant le port d'Owendo à Franceville. Trois incidents consécutifs survenus au cours du premier semestre 2019 ont considérablement affecté le transport des minéraux et des travaux de réhabilitation de la voie ferrée sont au programme. À cet effet, de lourds investissements sont prévus et des emprunts d'ores et déjà contractés.

Vous lirez dans ce dossier plusieurs interviews et articles relatifs au tourisme. L'engouement autour de ce vecteur de production de richesse ne laisse personne indifférent. Avec le soutien du gouvernement, toutes les filières sont représentées au sein du Club du Tourisme de Libreville récemment créé ■

LE SECTEUR DU TOURISME AU CŒUR DU PIB GABONAIS

Les 800 km de côtes, la riche biodiversité, l'artisanat séculaire, les masques et les sculptures de renommée internationale, sont autant d'atouts à valoriser.

Anne-Marie JOBIN

Une réunion au sommet s'est déroulée à Libreville du 9 au 13 juillet sous l'égide des membres du gouvernement. Monsieur Justin NDOOUNDANGOYE, ministre des Transports, de la Logistique et du Tourisme, est chargé de développer le tourisme. C'est dans cette optique que des professionnels des pays amis, (Côte d'Ivoire, Burkina Faso et Sénégal) ont été invités à participer à ces assises. Le développement de ce secteur a fait du tourisme une part importante du PIB dans chacun de leurs pays. Ce domaine favorise les échanges Sud/Sud et participe au développement de l'Afrique en général. L'expérience et le partage des connaissances ont été exprimés lors de ces rencontres. Monsieur Jean-Marie Somet, président de l'association des agences et offices du tourisme de Côte d'Ivoire, a fait part les résultats des progrès réalisés dans son pays. En 2013, le tourisme ne représentait que 0,6 % du PIB ivoirien, en 2015 il comptait pour 2,4 % et en 2018, il représentait déjà 7 % du PIB.

Le Gabon a pour ambition d'impulser et d'améliorer cette attractivité qui est un acte majeur de la diversification économique. Pour ce faire, il s'appuiera sur des associations telles que le Club du tourisme de Libreville composé de professionnels de cette filière, et sur l'ANPN (Agence nationale des parcs nationaux), pour faire évoluer ce puissant vecteur de développement. Sa capacité à créer des emplois, notamment dans les travaux publics pour le réaménagement des infrastructures hôtelières, mais aussi dans de nouveaux métiers tertiaires directement ou indirectement liés aux activités touristiques, n'est pas négligeable. Au regard des statistiques enregistrées, force est de constater que tout reste à faire. Néanmoins, le ministère s'appuie sur des données issues d'enquêtes (2008 / 2010) qui révèlent les valeurs potentielles du secteur. Pendant cette période, le tourisme a généré 218 m^{ds} de F CFA, dont 131 m^{ds} en faveur de l'hébergement, 54 m^{ds} en restauration/bar, 14 m^{ds} en transports intérieur.



Pour valoriser une amélioration significative, il faut mettre en place une véritable stratégie, s'appuyer sur une méthodologie. Les différents services techniques du ministère de tutelle travaillent en collaboration. Ils ont créé un atelier qui porte sur la gouvernance et le cadre juridique, sur les infrastructures, sur l'aménagement et le foncier touristique, sur les besoins en investissements et



modalités de financement de la stratégie, la formation des ressources humaines, l'offre touristique et la promotion de la destination Gabon.

L'issue de ces assises se traduira par des propositions et la mise en œuvre d'un process que nous ne manquerons pas de vous dévoiler ■

LE TOURISME À L'INTERNATIONAL

2018, nouvelle année faste pour le tourisme international. Selon les chiffres publiés ce lundi par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), 1,4 m^d de personnes se sont rendues l'an dernier dans un pays étranger, avec au moins une nuit sur place. Un chiffre qui représente une croissance de 6 % sur un an, soit la deuxième meilleure progression depuis 2010 et bien plus que la croissance économique mondiale de 3,7 %.

Anne-Marie JOBIN

« La croissance du tourisme ces dernières années confirme que le secteur est aujourd'hui l'un des moteurs les plus puissants de la croissance et du développement économique. Il est nécessaire de traduire cette expansion en avantages réels pour tous les pays, et en particulier pour toutes les communautés locales ».

Ces chiffres sont d'autant plus appréciables que, dans ses prévisions à long terme, l'OMT avait indiqué en 2010 que le cap de 1,4 m^d de touristes ne serait franchi qu'en 2020. Une avance de deux

ans sur le calendrier que l'organisme des Nations unies explique par la bonne santé de l'économie mondiale, le prix toujours plus abordable des billets d'avion et une plus grande facilitation pour l'obtention de visas.

À part les années de crise économique profonde (comme lors de la saison 2008-2009) ou de tensions diplomatiques majeures (comme après les attentats du 11 septembre 2001), le tourisme international est chaque année en croissance. Selon l'OMT, la barre des 500 millions



de touristes internationaux avait été franchie en 1995, celle du milliard en 2010 et l'Organisation prévoit qu'en 2030, la planète comptera 1,8 m^d de touristes internationaux.

Dans le détail, l'an dernier, le Moyen-Orient a enregistré la plus forte croissance avec une hausse de 10 % de sa fréquentation touristique (64 millions de visiteurs), suivi par l'Afrique, avec une hausse de 7 % (67 millions).

Pour autant, ces deux régions restent loin

derrière les principales destinations touristiques. Les Amériques ont enregistré une hausse de fréquentation de 3 %, avec 217 millions de visiteurs, malgré une baisse sensible des arrivées de touristes dans les Caraïbes (-2 %), à cause notamment de l'ouragan Irma qui a frappé la zone fin 2017. Mieux encore, l'Asie a reçu 343 millions de touristes, soit une hausse de 6 %.

La prospérité de ce secteur économique n'est plus à démontrer. Il nous reste à le développer ■

INTERVIEW DE MADAME JOCELYNE HALAJKO, PRÉSIDENTE DU CLUB DU TOURISME DU GABON

LE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME AU GABON, UN GÉNÉRATEUR DE L'ÉCONOMIE

Le Gabon dispose de 22 millions d'hectares de forêt dense, soit 88 % de son territoire, riche de près de 400 espèces d'arbres et abritant une faune animale exceptionnelle, avec des espèces aussi emblématiques que le gorille, l'éléphant ou le mandrill. Il bénéficie également d'un littoral presque intact de 880 km accueillant tortues luths et baleines à bosse aux saisons de reproduction... Le Gabon est aussi le berceau d'une quarantaine d'ethnies dont la spiritualité (par exemple le bwiti) ou les masques (tels que le ngil) fascinent le monde entier.

Anne-Marie JOBIN

Ce pays bénéficie d'un patrimoine naturel et culturel non seulement exceptionnel, mais également inaltéré. En s'appuyant sur le pilier « Gabon vert » et afin de préserver cet environnement unique, le Gabon a longtemps réfléchi au développement d'un tourisme de masse et s'est cantonné à un tourisme de qualité tourné vers l'écotourisme. Un club de tourisme s'est créé sous l'impulsion de Monsieur Daniel Lefebvre, ex-directeur général d'ADL, avec quelques opérateurs du secteur. Actuellement, Madame Jocelyne Halajko, propriétaire de l'hôtel Nomad, en est la présidente. Au regard du dossier qu'Economie Gabon + développe en cette période de congé, nous lui avons posé quelques questions.

ECONOMIE GABON + : Madame Halajko, quand, comment et pourquoi créer ce club de tourisme ? Comment fonctionne-t-il ?

Comme vous l'énoncez, le Gabon est un pays qui ne manque pas de richesses naturelles. Ces dernières méritent d'être partagées avec le plus grand nombre. En novembre 2017, conscients de la nécessité d'encadrer et de structurer cette offre, quelques opérateurs du secteur privé ont été invités à créer le noyau dur du Club de Tourisme de Libreville, baptisé aujourd'hui CTL. À présent, cette plateforme d'échanges constitue une force de proposition qui dialogue avec les plus hautes institutions représentées par le tout nouveau ministère du Tourisme désormais couplé au ministère des Transports. Nous sommes en mesure de débattre avec cette autorité et de collaborer en proposant, par exemple, une diminution du taux de la TVA comme cela se pratique dans de nombreux pays. Cette action économique bénéficierait tant aux entreprises qui pourraient ainsi créer de nouveaux emplois qu'à l'État qui prouverait ainsi sa volonté de développer ce secteur.

En qualité d'acteurs opérationnels privés du secteur, notre souhait est de participer au développement

économique du Gabon par un travail en réseau. Tout est mis en œuvre pour créer une chaîne de valeur sur toute la filière. Mutualiser nos compétences, nos moyens, nos besoins, favoriser le rapprochement entre les membres, travailler sur des thématiques spécifiques... sont autant de sujets qui animent nos réunions auxquelles sont systématiquement invités de nouveaux prospects. Pour exemple, l'axe de notre dernière réunion était fondé sur les normes. Nous avons donc invité le Directeur Général de l'AGANOR (Agence Gabonaise de normalisation) qui nous a édifiés sur les bons process à mettre en place afin d'être accrédités par l'organisme national de normalisation, membre de l'organisation internationale de normalisation (ISO).

ECONOMIE GABON + : Qui sont vos adhérents ? Combien comptez-vous d'inscrits ? Quelles sont les conditions d'inscription ?

Nos adhérents, une trentaine à ce jour, sont tous issus d'un des quatre piliers principaux et officient dans l'hôtellerie, la restauration, les loisirs et les transports. Cela inclut les agences de voyage, les guides et éco-guides etc. Ce qui nous amène bien entendu à travailler très étroitement avec

l'ANPN (Agence Nationale des Parcs Nationaux) qui nous tient informés de tout ce qui peut présenter un intérêt nouveau pour nos visiteurs. La proximité avec cette institution est un atout majeur pour le développement du CTL. Pour s'inscrire, il suffit d'être un professionnel attesté, de payer un droit d'entrée de 100 000 F CFA et de régler une cotisation annuelle de 15 000 FCFA, ce qui est symbolique.

ECONOMIE GABON + : Nous savons que de nombreuses ambassades, et notamment l'Union européenne, sont favorables au développement de ce tourisme et prêtes à vous apporter une aide financière à cet effet. Où en êtes-vous de ces négociations ?

Effectivement, l'intérêt et l'attention des représentants de nombreux pays à cette cause n'est pas négligeable. Néanmoins, cela nécessite une collaboration tripartite qui réunira les autorités gabonaises, les institutions et nous-mêmes. Nous travaillons à l'élaboration de projets concrets pour répondre aux contraintes administratives.

ECONOMIE GABON + : Que répondez-vous aux interlocuteurs qui prétendent que le tourisme au Gabon ne s'adresse qu'à une clientèle élitiste ?

Il y a un juste milieu à trouver entre un tourisme de masse et un tourisme trop élitiste qui risquerait de restreindre l'impact économique que nous recherchons. Des agences réceptives proposent aujourd'hui des tours, incluant la visite des parcs dans leurs circuits. À notre avis, ces agences doivent se développer, se professionnaliser et étoffer leurs offres.



■ Jocelyne HALAJKO, présidente du club du tourisme du Gabon

Nous sommes stimulés par la motivation du gouvernement d'appuyer le développement de cette activité qui entre incontestablement dans le cadre de la diversification de l'économie gabonaise.

ECONOMIE GABON + : Selon quel ordre d'importance comptez-vous aborder les sujets qui, a priori, sont un frein au développement du tourisme du Gabon. J'entends par là : le prix des vols aériens, l'obtention et le coût des visas, la création d'une compagnie d'autocars, la réhabilitation des hôtels des parcs à visiter, la disponibilité des places dans les wagons du chemin de fer...

Vous avez raison et nous en convenons, il y a du travail, mais nous sommes stimulés par la motivation du gouvernement d'appuyer le développement de cette activité qui entre incontestablement dans le cadre de la diversification de

l'économie gabonaise.

Concernant le coût des transports aériens, il semblerait que les experts soient optimistes dans la mesure où ils s'engagent à réexaminer les prix de revient et à ouvrir le marché à d'autres compagnies pour le rendre plus concurrentiel.

Pour l'obtention des visas, il faut saluer la facilité des démarches administratives engendrée par la mise en place du e-visa qui fonctionne relativement bien. Donc, en termes d'efficacité, nous sommes satisfaits et nous aborderons le sujet du coût ultérieurement, considérant que ce n'est pas une priorité absolue.

Les hôtels des parcs à visiter ont effectivement, en général, besoin d'être réhabilités, remis aux normes. Dans cet objectif et au regard des engagements financiers nécessaires à ces bonnes fins, l'État gabonais envisage de s'engager dans des partenariats public/privé. Ces formules de plus en plus pratiquées permettent et accélèrent l'essor de nombreux domaines.

Il existe des sociétés d'autocars, mais il est évident que ce n'est pas suffisant. En revanche, dès lors que le besoin sera ressenti, les investisseurs ne manqueront pas de se pencher sur le sujet.

Enfin, concernant le rail, tout le monde est conscient

de la nécessité d'apporter un progrès considérable à ce moyen de locomotion. En fait, il existe grâce à la SETRAG, mais n'est pas suffisant. Toutes les parties concernées œuvrent pour réhabiliter la voie ferrée, et même pour la dupliquer et multiplier les destinations.

ECONOMIE GABON + : Aujourd'hui, quelle est la capacité d'accueil en nombre de chambres à Libreville et en province ?

La capacité d'accueil est évaluée à environ 4 500 chambres. À noter que seule une dizaine d'hôtels répondent au questionnaire des statistiques qui nous sont adressés chaque trimestre. Ce chiffre est à mon avis en dessous de la réalité puisque certains privés possesseurs d'importantes maisons accueillent des visiteurs étrangers de façon informelle. Ce système a particulièrement progressé lors de la CAN 2012 et il est à présent courant. Sans vouloir entrer dans la polémique, nous déplorons ce même phénomène au niveau des agences de voyage. Au Gabon, seules 6 agences sont agréées IATA (Association Internationale du Transport Aérien) sur 300 environ qui ont pignon sur rue. Il est effectivement nécessaire que les agences versent cette caution pour être agréées IATA ce qui, rappelons-le, a pour objectif de protéger, d'assurer le voyageur en cas de problème.

ECONOMIE GABON + : Votre ministre de tutelle est aussi chargé du transport. Une des problématiques pour le développement du tourisme est l'état des infrastructures routières. Considérant l'impact du tourisme au profit de l'économie, pensez-vous être un bras de levier pour influencer et faire accélérer les travaux à entreprendre ?

Dans ce registre, c'est en définissant l'accès aux zones d'intérêt touristique, que nous appelons dans notre langage les ZIT, que nous axerons nos priorités. Ce que nous constatons au stade actuel, c'est l'intérêt que porte le gouvernement à nos observations lors de nos échanges. Mais outre les infrastructures routières, il y a des pistes d'atterrissage qui pourraient être réhabilitées à moindre coût.

Les parcs nationaux sont effectivement l'un de nos atouts principaux

ECONOMIE GABON + : Outre la visite des parcs nationaux, quelles sont les activités proposées aux touristes ?

Les parcs nationaux sont effectivement l'un de nos atouts principaux, mais

plusieurs activités directement liées au tourisme sont en plein essor : la pêche, grâce à nos spots mondialement connus les baleines qui viennent accoucher sur nos côtes, les tortues luth qui viennent y pondre, sans compter les 880 km de littoral vierges et intacts. Les passionnés ont la possibilité de se rapprocher de professionnels très équipés.

Le tourisme d'affaires reste le principal et ne doit pas être négligé. Il représente une forme de business qui doit être développée.

ECONOMIE GABON + : Selon l'ANPN, la préservation de la faune, de la flore et de la forêt est une priorité relativement incompatible avec le tourisme de masse. Comment collaborez-vous avec l'Agence nationale des parcs nationaux ?

Nous travaillons en étroite collaboration et un représentant de l'ANPN assiste régulièrement à nos réunions. Il suffit de travailler en bonne intelligence et de considérer que nous avons les mêmes priorités : faire découvrir notre pays en préservant la nature, la faune et la flore. Nous sommes régulièrement informés des nouveaux programmes développés par l'ANPN et des agences de tourisme proposent déjà des visites de parcs dans des circuits bien définis.

Nous voulons professionnaliser le secteur en formant des volontaires

ECONOMIE GABON + : Quels sont vos objectifs à court, moyen et long terme ?

Aucune ambiguïté à ce sujet : notre souhait est de faire du tourisme un levier de l'économie en faveur du Gabon. Notamment grâce à un apport de devises plus important, en créant des emplois, en sensibilisant et en favorisant les villageois qui sont encore les gardiens de richesses touristiques inexploitées. Nous voulons professionnaliser le secteur en formant des volontaires. À long terme, nous envisageons d'ouvrir un centre de formation. En attendant, nous pourrions nous appuyer sur des sites de e-learning très bien réalisés et performants. Nous pensons simplement que mieux faire connaître la destination à l'échelle internationale peut déboucher sur des opérations commerciales très lucratives.

Le gouvernement nous a proposé d'ouvrir une commission bipartite entre le ministère et le Club de Tourisme de Libreville. Cette synergie permet des avancées prometteuses pour lesquelles le CTL et tous ses membres se mobilisent aujourd'hui ■

INTERVIEW DE MONSIEUR THOMAS MANNAI – DIRECTEUR GÉNÉRAL DE MSC

MSC–MEDITERRANEAN SHIPPING COMPANY

Comment passer de gestionnaire d'un cargo deuxième main à gérant de 510 navires 45 ans après ? MSC nous en confie le secret ! Il est toujours fascinant de raconter l'origine d'une entreprise familiale singulière. Fondée en 1970 et détentrice d'un unique navire à sa création, la société MSC fut intégralement privatisée en 1978. Elle était alors dirigée depuis Genève (Suisse) par le capitaine Gianluigi Aponte. Plus de 45 ans après, MSC gère 510 porte-conteneurs qui accostent dans 500 ports à l'international en empruntant 200 routes maritimes. MSC est implantée dans 155 pays et fait travailler 70 000 personnes.

JAM

ECONOMIE GABON + : Monsieur Thomas Mannai, avec un tel historique, nous sommes impatients que vous nous parliez de votre culture d'entreprise !

MSC est une entreprise familiale qui se veut proche de ses clients et de ses collaborateurs. Nous aimons à penser que ceux qui nous approchent le font avant tout pour notre état d'esprit et notre facilité d'accès. La porte de mon bureau est toujours ouverte, que ce soit pour discuter d'une problématique interne ou pour recevoir un client, c'est notre vision.

ECONOMIE GABON + : Dans combien de pays d'Afrique êtes-vous présents ? Depuis combien de temps la société MSC est-elle installée au Gabon ?

Nous sommes présents dans 40 pays africains et 155 pays à travers le monde. Nous sommes installés au Gabon depuis le 18 mai 2011 et ne manquerons pas de marquer le coup avec un événement pour nos 10 ans qui approchent à grand pas.

ECONOMIE GABON + : Combien de collaborateurs travaillent pour MSC au Gabon ?

Pour MSC, nous sommes 35 collaborateurs, mais nous avons également une filiale transport appelée MEDLOG qui emploie une quinzaine de

collaborateurs supplémentaires. Notre objectif est de nous développer, de participer au développement de l'activité du transport au Gabon et de dynamiser autant que possible le marché de l'emploi. Nous employons également régulièrement des stagiaires afin de promouvoir la formation dans le domaine du transport et de la logistique.

ECONOMIE GABON + : Sous quelle forme vous distinguez-vous dans la RSE et comment vous impliquez-vous en faveur du développement durable ?

MSC s'engage à promouvoir un modèle d'affaires durable allant bien au-delà d'une approche « business as usual », en restant fidèle à ses racines et à ses valeurs familiales fondamentales. Indépendamment des défis et de la transformation auxquels nous pourrions faire face dans le monde des affaires d'aujourd'hui, notre approche ne change pas et ne changera pas : nous avons une véritable passion pour la mer, un patrimoine nautique inégalé et un engagement fort envers nos employés et nos communautés. Nous sommes fermement engagés à contribuer à la réalisation de l'Agenda 2030 des Nations unies pour le développement durable et sommes un membre actif du Pacte mondial des Nations unies, une initiative public-privé visant à aligner nos stratégies et nos opérations commerciales dans le domaine des droits de l'homme, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption ■

Radisson BLU
OKOUME PALACE HOTEL
LIBREVILLE

BLU HOLIDAY

À PARTIR DE 19H00

FORMULE BARBECUE
JUSQU'AU 31 AOÛT 2019

INFORMATIONS
+241 01 44 80 00

JEUDI
OLD SCHOOL
AFTER WORK
MIX DJ

VENDREDI
SOIRÉE LATINO
ESPACE DANSE

SAMEDI
ORCHESTRE LIVE
AUTOUR DE LA PISCINE

Urban3, STAFF HUB, VESS MEN, DESPARADOS, Heineken, AWAX

SERGE AGNERO, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BOLLORÉ TRANSPORT & LOGISTICS AU GABON

NOUS ALLONS POURSUIVRE NOS EFFORTS POUR LUTTER CONTRE LA VIE CHÈRE

Deux mois après sa prise de fonction, Serge Agnero, nouveau directeur général pays de Bolloré Transport & Logistics au Gabon, présente les activités qu'il supervise et décline son parcours. Au Gabon, Bolloré Transport & Logistics emploie aujourd'hui plus de 1 000 personnes à travers ses activités de manutention portuaire, de consignataire maritime, de logistique, transit et de commissionnaire en douane. Spécialiste du transport multimodal, Bolloré Transport & Logistics est un opérateur majeur du transport et de la logistique à l'international, avec 36 500 collaborateurs répartis dans 107 pays sur les cinq continents.

Anne-Marie JOBIN



■ **Serge Agnero, Directeur général Bolloré Transport & Logistics au Gabon**

ECONOMIE GABON + : Serge Agnero, vous avez pris vos fonctions en mai dernier chez Bolloré Transport & Logistics Gabon. Quel est votre principal chantier ?

Bolloré Transport & Logistics est un partenaire du développement socioéconomique du Gabon. Opérateur portuaire du terminal d'Owendo et acteur logistique, nous avons pour mission de poursuivre nos efforts de lutte contre la vie chère, mais aussi d'aider à accroître la compétitivité des acteurs économiques afin de soutenir la croissance économique et sociale du Gabon par le biais de nos activités. À cet

effet, nous allons nous appuyer sur les compétences des collaborateurs de Bolloré Transport & Logistics au Gabon qui sont au cœur de notre stratégie.

ECONOMIE GABON + : Owendo Conteneurs Terminal que vous opérez participe-t-il de cette ambition ?

En ligne avec le plan stratégique Gabon émergent lancé en 2009, le Terminal à conteneurs d'Owendo (OCT), filiale de Bolloré Ports, s'est doté d'équipements de manutention conformes aux standards internationaux qui lui permettent désormais d'accueillir des navires jusqu'à

6 000 EVP. Aujourd'hui, OCT poursuit une politique tarifaire visant à réduire l'impact du coût de passage portuaire sur le panier de la ménagère. Cela favorise les flux industriels et semi-industriel indispensables à la croissance de l'économie gabonaise. Une nouvelle grille des tarifs d'accionage a d'ailleurs été mise en place en 2017, avec des tarifs en baisse de 25 à 40 %.

ECONOMIE GABON + : En 2018, votre entreprise a lancé le hub de Lastourville. En quoi cela influe-t-il sur le paysage économique gabonais ?

Nous avons en effet signé un contrat tripartite avec la société de chemin de fer SETRAG et des groupes industriels majeurs de la transformation du bois pour la création d'un hub logistique à Lastourville. Ce hub logistique permet de centraliser et d'optimiser l'acheminement des productions conteneurisées, incluant les formalités d'embarquement vers le terminal d'Owendo, distant de 560 km. Le hub de Lastourville fait gagner du temps dans la chaîne logistique et les acteurs économiques optimisent les rotations en limitant les ruptures de charge. Forts de ce succès, nous souhaitons aujourd'hui dupliquer ce modèle dans d'autres localités du pays et étudions les opportunités.

ECONOMIE GABON + : Vous êtes le 1^{er} Africain à prendre la direction des activités de Bolloré Transport & Logistics au Gabon. Quel est votre parcours ?

Ingénieur de formation, j'ai

débuté ma carrière il y a près de 30 ans, d'abord en France, en tant qu'ingénieur d'études chez Bolloré Technologies, société spécialisée dans la fabrication de films et de papiers spéciaux. Après cette première expérience, j'ai eu l'opportunité de travailler dans des domaines variés et sur de nombreux continents, notamment en Asie et en Afrique, pour de grands groupes internationaux. J'ai rejoint Canal+ International en 2011, sur divers postes de direction en Afrique et dans les départements français d'outre-mer. Dans ce cadre, j'ai participé à l'élaboration du plan stratégique pour l'Afrique qui consistait à soutenir le développement de l'écosystème dans les différents pays où nous opérons.

ECONOMIE GABON + : Passer de directeur de Canal+ Afrique à la direction générale de Bolloré Transport & Logistics au Gabon suscite-t-il des appréhensions ?

La diversité de mes expériences passées m'a appris que la logistique est un maillon essentiel de la réussite d'un projet ou

d'une activité commerciale, surtout en Afrique où elle est indispensable pour soutenir le développement économique du continent. La logistique va plus loin qu'une simple prestation de services et contribue au bien-être des populations. Il suffit de regarder autour de soi. Par exemple, le petit agriculteur de Mouila, au Gabon, a besoin d'intrants agricoles en provenance de diverses régions du monde pour semer et développer sa production ; mais aussi, par la suite pour écouler cette dernière vers les marchés de distribution contribuant ainsi à faire vivre sa famille et aider à la sécurité alimentaire du pays. Aujourd'hui, je peux apporter à Bolloré Transport & Logistics mon expérience acquise à l'international et continuer à œuvrer pour accompagner l'évolution de nos métiers. Cette mutation est aussi le témoignage d'une démarche de mobilité pour les cadres au sein du Groupe Bolloré qui est du reste actionnaire de référence de Vivendi dont Canal+ est une filiale ■

Retrouvez tous nos journaux en version numérique sur notre site internet



www.economie-gabon.ga

BOLLORÉ
TRANSPORT & LOGISTICS

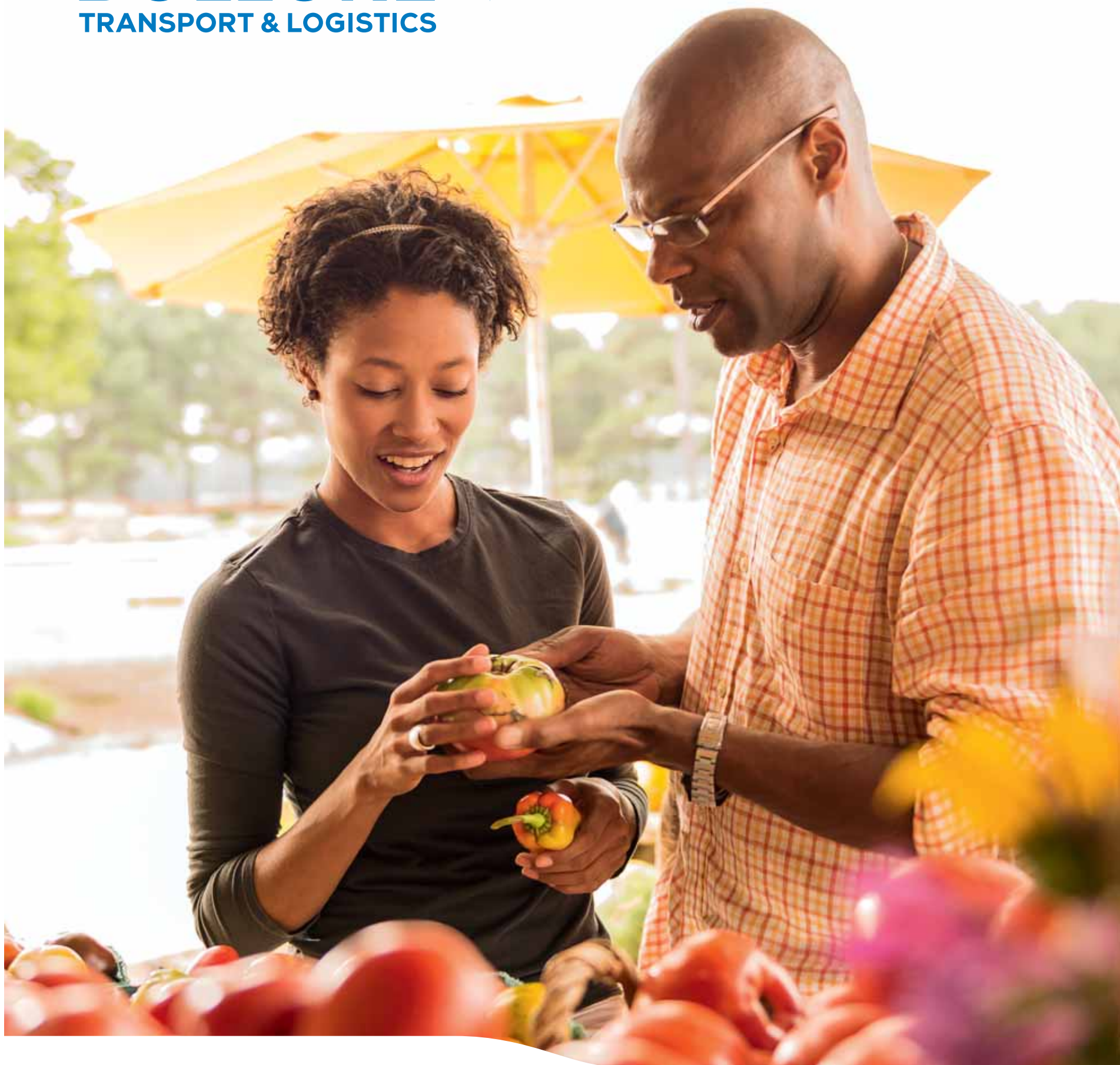


REJOIGNEZ-NOUS !



Rejoindre Bolloré Transport & Logistics, c'est faire partie d'un groupe engagé qui place ses collaborateurs au cœur de sa stratégie et de ses développements.





**NOUS FAISONS
BIEN PLUS
QUE DU TRANSPORT
ET DE LA LOGISTIQUE**

Bolloré Transport & Logistics est un acteur majeur du transport et de la logistique internationale.

À travers ses infrastructures et ses investissements, Bolloré Transport & Logistics rapproche les hommes, contribue au bien-être des personnes, favorise les économies locales et innove pour offrir le meilleur à ses clients dans un monde en mouvement.

bolloré-transport-logistics.com



L'AGASA, AGENCE GABONAISE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, EST UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC À CARACTÈRE TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE DOTÉ DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE ET JOUISSANT DE L'AUTONOMIE DE GESTION FINANCIÈRE.

L'AGASA a pour mission de prévenir, évaluer et gérer les risques phytosanitaires, sanitaires et nutritionnels présents dans les aliments destinés à la consommation humaine et animale depuis leur production jusqu'à leur distribution.

Elle est également chargée de donner des avis et d'apporter une assistance scientifique et technique dans tous les domaines ayant un impact sur la sécurité alimentaire, de protéger la santé et les intérêts des consommateurs tout en garantissant le bon fonctionnement du marché intérieur. Elle doit assurer la liaison avec les autres agences ou structures de sécurité alimentaire, s'appuyer sur l'expertise des autres structures spécialisées existantes afin d'évaluer les risques dans son champ de compétence, veiller à l'information des consommateurs sur la qualité sanitaire et nutritionnelle des aliments et en assurer une veille permanente pour la garantir.

Elle a également des missions régaliennes, et doit assurer la police sanitaire, l'inspection des denrées alimentaires, exercer la police phytosanitaire et la répression des fraudes.

L'AGASA peut recevoir du gouvernement toutes autres missions en rapport avec son champ de compétence.

Pour que les établissements agréés soient identifiables par les consommateurs, l'AGASA propose à ces établissements d'afficher les smileys sanitaires qui leur sont décernés en fonction de la qualité sanitaire appliquée. L'AGASA invite tous les établissements à se rapprocher de l'AGASA pour être conseillés et mis aux normes.

QU'EST-CE QU'UN AGRÈMENT SANITAIRE ?

Il s'agit d'un document attestant de la conformité de l'établissement alimentaire aux dispositions d'hygiène fixées par les textes réglementaires en vigueur :

- Assurance sanitaire et hygiénique au tiers délivrée par l'AGASA,
- Preuve de confiance pour les consommateurs.

QUI EST CONCERNÉ ?

- Les établissements de production primaire,
- Les établissements de transformation industrielle/ artisanale,
- Les établissements d'hôtellerie, restauration et cafés (HORECA),
- Les établissements de distribution (épiceries, superettes, hypermarchés...),
- Les établissements d'entreposage, stockage,



- Les engins de transport.

OÙ OBTENIR L'AGRÈMENT SANITAIRE ?

- Au siège de l'AGASA.

À QUEL MOMENT L'AGRÈMENT SANITAIRE EST-IL DÉLIVRÉ ?

- Avant le démarrage,
- En cas de changement de catégorie de produits,
- En cas de changement d'exploitant,
- En cas de changement de la nature de l'activité,
- Si actualisation des pièces du dossier.

COMMENT OBTENIR L'AGRÈMENT SANITAIRE ?

- Constituer un dossier comprenant :
 - > Une demande adressée au Directeur Général de l'AGASA,
 - > Une description des activités de l'établissement,
 - > Une description du plan de maîtrise sanitaire.
- Déposer le dossier à l'AGASA.

POURQUOI L'AGRÈMENT SANITAIRE ?

- C'est une obligation réglementaire (ART.5 et 7, décret 0578/PR/MAEA-MOPG du 26 novembre 2015),
- C'est une preuve tangible de souscription à l'obligation des résultats,
- C'est un engagement fort de l'opérateur à assumer pleinement sa responsabilité de mettre sur le marché des produits alimentaires sans dangers,
- C'est un gage de qualité,
- C'est un outil au service de la compétitivité et de la saine concurrence,
- C'est une passerelle possible à la délivrance d'une marque de salubrité sanitaire (SMILEY SANITAIRE),
- C'est la condition nécessaire et indispensable à la certification sanitaire des produits alimentaires.

Tous les opérateurs actifs dans la chaîne alimentaire en République gabonaise doivent avoir un agrément sanitaire en rapport avec les activités menées.

Les textes de référence en matière d'agrément sanitaire sont les suivants :

- Le **Décret N° 0207/PR/MAEPDR** du 11/06/2014 qui fixe les conditions de fabrication, de vente et de contrôle des produits de charcuterie. Dans son **article 2 du chapitre**

de la fabrication, il stipule que les produits de charcuteries fabriqués au Gabon devront provenir des établissements agréés par l'Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire.

- Le **Décret N° 0208/PR/MAEPDR** du 11/06/2014 fixant les conditions d'importation des laits et produits laitiers met en relief dans son **article 11** l'activité de reconditionnement du lait qui ne doit se faire que par les établissements ayant obtenu préalablement un agrément sanitaire.

- Le **Décret N°0578/PR/MAEAMOPG** du 26/11/2015 fixant les conditions sanitaires et d'hygiène applicables aux établissements du secteur alimentaire et du secteur de l'alimentation animale est applicable à tous les exploitants du secteur alimentaire, qu'ils soient au stade de la production primaire, de la transformation, du transport ou de la distribution, et quelles que soient les filières. Dans ses **articles 5 et 7** relatifs aux conditions sanitaires et d'hygiène applicables aux établissements du secteur alimentaire et aux conditions de sûreté et de conformité des produits alimentaires, il est précisé l'obligation d'agrément sanitaire.

- L'arrêté N° 00023/MPE/CAB/SG/AGASA Cet arrêté ministériel du 29 juin 2016 fixant les modalités de délivrance de l'agrément sanitaire aux établissements du secteur alimentaire et de l'alimentation animale précise la procédure d'agrément sanitaire, la composition du dossier d'agrément ainsi que les frais y relatifs.

SMILEY SANITAIRES

Le smiley sanitaire est un indicateur de salubrité qui atteste que l'établissement est agréé sur le plan sanitaire. Il est né d'un simple constat :

- Les établissements agréés ne pouvaient être connus que de l'administration, car le seul élément de visibilité était l'imprimé en carton portant la signature du Directeur général que le gérant de l'établissement pouvait présenter en cas de contrôle inopiné.
- Le consommateur quant à lui n'avait aucune information, aucun élément de visibilité lui permettant de choisir de faire ses courses dans tel ou tel autre établissement ■

MEMBRE DE STAR ALLIANCE 

BIENVENUE À BORD: POINTE-NOIRE

La compagnie aérienne qui dessert le plus grand nombre de
pays au monde en compte désormais un nouveau



TURKISH AIRLINES

RÉPUBLIQUE DU CONGO

24H À LIBREVILLE... « ON FAIT QUOI ? »

On marche sur la plage et on se baigne, on se promène en forêt à l'arboretum en découvrant le nom des espèces d'arbres dont regorge le pays, on pratique le kitesurf, on visite le musée, le village artisanal, on découvre les galeries d'art locales, selon ses goûts, on choisit l'un des nombreux restaurants à la plage ou en climatisé, on part à la pointe Denis dans un des lodges, il en existe à tous les prix et certains proposent des activités telles que balades en quad, en canoë ou en jet-ski. Focus sur deux activités phares.

Anne-Marie JOBIN

OBSERVATION DES BALEINES

Arnaud Duffy, un homme de la mer, vous emmène admirer les baleines qui viennent dans nos eaux gabonaises pour accoucher chaque année entre les mois de juillet et de septembre/octobre, après 20 mois de gestation.

Arnaud explore le pays depuis une quarantaine d'années et en connaît tous les contours. Ce passionné, organisateur de découvertes de ces mammifères depuis 1986, nous explique que 23 espèces de baleines ont été recensées au Gabon. Grâce à l'interdiction de leur chasse, elles ne sont plus en voie d'extinction. Selon les scientifiques, leur population augmente de 7 % chaque année. Sur une demi-journée, Arnaud Duffy embarque jusqu'à 6 personnes et navigue pendant une petite heure avant de nous faire découvrir un époustouflant spectacle de danse des baleines, notamment le mégaptère, plus communément appelé « baleine à bosse ». À l'âge adulte, ce cétacé peut atteindre 14 mètres et peser jusqu'à 40 tonnes. Lors des sauts qu'il effectue hors de l'eau, ses grandes « ailes », qui sont en réalité d'immenses nageoires, lui permettent de réaliser des figures surréalistes.

Après des études de biologie, la passion d'Arnaud l'a amené à partager ses connaissances sur les baleines. Ainsi nous explique-t-il pourquoi les baleines viennent accoucher dans nos eaux. Elles arrivent de l'hémisphère sud, depuis l'Antarctique où elles séjournent à l'été austral et où les eaux sont très riches en plancton et peuplées de bancs de petits poissons fourrages tels que les sardines, les éperlans ou les anchois, leur nourriture préférée. En février-mars, lorsque les eaux se refroidissent trop et après s'être rassasiées, elles rejoignent la ceinture équatoriale.

Nous ne pouvons que vous conseiller de partir admirer l'animal le plus gigantesque de notre belle planète bleue, la baleine.

Le prix pour cette activité : 50 000 F CFA par personne.

Arnaud DUFFY : 00241 07 09 35 55 –
E-mail : flashservicesduffy@yahoo.fr

PÊCHE AU GROS

Frédéric Fontaine, propriétaire et gestionnaire de la célèbre Résidence du Phare de Libreville, est aussi un passionné de la pêche au gros qu'il a pratiquée dans toutes les mers du globe depuis ses jeunes années. Il s'intéresse tout particulièrement aux poissons dits pélagiques, c'est-à-dire

de pleine mer : marlin, espadon, thon et autres poissons de grand large. Il a d'ailleurs acquis un bateau adapté pour répondre à cette envie irrésistible de lutter avec d'énormes prises avant de les relâcher pour les préserver. Il peut ainsi partager ces sorties en mer et faire découvrir aux novices comme aux avertis cette balade au cours de laquelle les activités marines sont parfois surprenantes. En décembre par exemple, on croise et admire les tortues tandis qu'en été, ce sont les baleines et les dauphins qui nous accompagnent...

La pêche au gros est un sport et les eaux gabonaises détiennent un important potentiel. Il est nécessaire de prévoir au minimum une heure de combat avec le poisson. En fonction de sa taille, l'exercice peut nous emmener jusqu'à 6/7 h. Certains poissons ont plus de caractère que d'autres et adoptent des comportements nerveux. Le marlin bleu, par exemple, peut peser jusqu'à



Frédéric FONTAINE

600 kg, et batailler avec de tels spécimens nous conduit à toucher les extrêmes. En général, les prises sont plutôt de l'ordre de 100 à 250 kg.

Ces excursions sont organisées sur une journée complète pour 4 personnes maximum, avec un départ depuis la marina vers 7h30. Il faut parcourir 35 milles nautiques (une soixantaine de kilomètres) avant de « mettre en pêche », c'est-à-dire

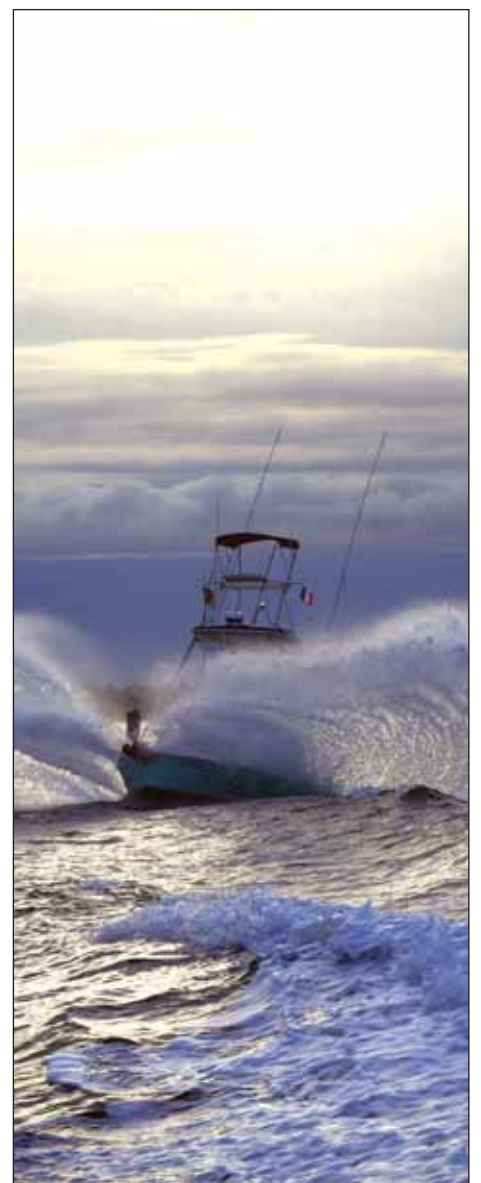


préparer et utiliser les matériels mis à disposition. Frédéric tient à préciser que l'environnement marin est préservé puisque ces poissons sont relâchés et marqués pour être identifiés et que les hameçons utilisés sont biodégradables.

Tout est fourni, les glacières sont remplies de casse-croûtes, fruits, boissons... Généralement, le retour au port a lieu vers 17h. Les packages proposés aux clients de l'hôtel comme à d'autres passionnés qui se déplacent de l'étranger pour nous rejoindre, sont composés de forfaits sur une journée ou une semaine.

Le partage de cette expérience marque celles et ceux qui l'ont vécue.

Prix de cette activité : 800 000 F CFA la location du bateau, divisible par le nombre de personnes à bord. + 241 02 48 77 40 –
Email : fontaineandjoua@yahoo.fr ■



COUP DE JEUNE SUR LES LOGOS DE LA SOBRAGA

C'est à l'occasion de la fête du personnel organisée le 19 avril que furent présentées les nouvelles identités graphiques des sociétés SOBRAGA, SOBOLECO et SOVINGAB. Economie Gabon + a souhaité poser quelques questions à Monsieur Joël Gallato, Directeur commercial et marketing du groupe Castel au Gabon.

Par la rédaction

ECONOMIE GABON+ : Pourquoi changer le logo de vos sociétés aujourd'hui ?

Joël Gallato : Dans le groupe Castel, nous pensons qu'il est primordial que notre identité visuelle soit en accord avec les messages que notre société souhaite porter. Au Gabon, la Sobraga a beaucoup évolué ces dernières années. Elle a beaucoup investi pour que la qualité de ses produits soit arrimée aux plus hauts standards mondiaux, pour que ses marques soient en accord avec le dynamisme perceptible d'un monde toujours plus connecté et surtout, pour se positionner comme l'entreprise préférée des Gabonais. Il était donc cohérent de faire évoluer notre premier vecteur de communication avec nos consommateurs, à savoir le logo de nos sociétés.

Les deux autres sociétés du groupe Castel au Gabon, Soboleco et Sovingab, ont fidèlement suivi le mouvement. Ce nouveau graphisme

témoigne de l'engagement et de l'action qui répondent aux caractéristiques fondamentales de Sobraga.



ECONOMIE GABON+ : Est-ce aussi une réaction vis-à-vis de vos concurrents ?

Joël GALLATO : Nous ne nous sommes jamais endormis sur notre notoriété. Chez Sobraga, depuis plus de 50 ans, l'esprit d'équipe est au cœur de nos valeurs parce que nous savons qu'ensemble nous sommes toujours plus forts. Notre culture d'entreprise nous enseigne chaque jour à cultiver cette solidarité et cette cohésion qui nous permettent d'engranger les succès et les distinctions. Donc, pour répondre à votre question, ce coup de jeune sur les logos que nous vous présentons aujourd'hui est assurément l'expression d'un modernisme qui permettra à nos trois entités de mieux valoriser ce qu'elles sont : des sociétés innovantes et engagées. Nous sommes surtout viscéralement liés à l'ensemble de la population gabonaise, avec un historique que nous valorisons dans notre logo à travers la présence de la panthère et le rappel fort de notre ancrage local : « Les brasseries du Gabon », « Les eaux du Gabon » et « Les vins du Gabon », pour chacune de nos trois sociétés, Sobraga, Soboleco et Sovingab.

ECONOMIE GABON+ : Que représente le groupe Castel au Gabon ?



■ Joël GALLATO, Directeur commercial et marketing du groupe Castel au Gabon

Joël Gallato : Avec 6 usines, le groupe Castel bénéficie d'un maillage industriel unique sur l'étendue du territoire : ce sont près de 1 500 emplois directs et des dizaines de milliers d'emplois indirects sur l'ensemble du territoire gabonais à travers son réseau de grossistes, de dépôts ou de débits de boissons. Cela nous confère une grande responsabilité dont nous sommes conscients.

Nous sommes responsables vis-à-vis de nos consommateurs et de nos partenaires pour fournir toujours le meilleur service, responsables aussi envers notre pays et notre environnement pour planifier une croissance durable et partagée.

Notre responsabilité fait de nous des leaders et nous pousse à toujours viser l'excellence ■



DU 1^{ER} JUILLET
AU 31 AOÛT 2019

**OFFREZ
PLUS DE FIABILITÉ
POUR VOS CAMIONS
AVEC DES PIÈCES
100%
D'ORIGINE MAN**

FILTRE - FREINAGE
COURROIE - EMBRAYAGE
AMORTISSEUR - TIRANT
BARRE STABILISATRICE



PHOTOGRAPHIES : MAN TRUCKS. LES TARIFS EN VIGUEUR. DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES.

Rachkham |

LEADER DU CONSEIL IMMOBILIER AU GABON



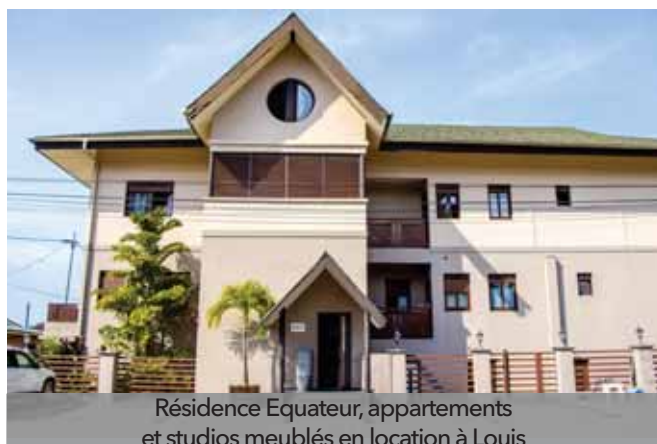
BIENS DU MOIS A LOUER

NAT.	CARACT.	SURF.	PRIX Fcfa	LOCALISATION	PIEC.
Bureaux	Vue sur mer, open space	250 m2	3 000 000	Bord de mer, Immeuble BICP	6
Bureau vitré	Cadre agréable	65 m2	800 000	Bord de mer, Immeuble BICP	1
Appart.	Vue sur mer	75 m2	1 500 000	Immeuble BICP, Résidence Equateur	2
Appart.	Vue sur mer	210 m2	2 400 000 à 3 600 000	Résidence Equateur	3 à 4
Appart.	Vue sur mer, plusieurs terrasses, piscine et salle de sport	160 m2 et +	800 000 à 3 500 000	Tropicana, batterie 4, Louis, Bord de mer, Haut de Gué Gué	4
Villa en duplex.	Haut standing	190 m2 et +	1 200 000	Derrière le Camp de Gaulle	5

BIENS DU MOIS A VENDRE

Villa	Atelier + Magasin + bureaux + (Matériel)	1320 m2	290 M	IAI/Mindoube	9
Villa	Haut standing	923 m2	400 M	Damas	11
Villa	Haut standing avec piscine	≈ 700 m2	350 M	Batterie 4	5
3 R+ 1	14 appartements en finition	1700m2	370 M	Alibendeng	4
2 villas jumelées en duplex	En finition, matériel disponible	500 m2	115 M	Angondje Château	10
Terrain	Clôturé	1000 m2	150M à 200 M	Sablière, Batterie 4, Charbonnages	
Terrain	Bordure de route principale et voie secondaire	500m2 à 1000m2	20 M à 40 M	Angondje, Akanda, carrefour Gigi, Amissa, Owendo,	

NOS PRODUITS À DISPOSITION



COMMUNIQUÉ

Le programme d’accompagnement dénommé Jeunes Talents édition 2019 est une initiative de Vivo Energy Gabon qui tend à soutenir les jeunes diplômés en vue d’une intégration efficace sur le marché du travail.



Après plusieurs pays d’Afrique tels que la Côte d’Ivoire, le Mali, le Sénégal ou le Burkina Faso, le Gabon sera le prochain à lancer ce programme. C’est donc dès septembre prochain qu’une dizaine d’étudiants au moins, issus de différents établissements supérieurs et toutes filières confondues, seront sélectionnés afin de rejoindre les rangs de la société. L’objectif est de développer leurs compétences par une application pratique de leurs acquis académiques.

Ce programme d’accompagnement de jeunes talents se veut un tremplin pour augmenter l’employabilité des étudiants gabonais. Vivo Energy Gabon et l’Office National de l’Em-

ploi (ONE) travaillent ainsi de pair pour mener à bien cette opération qui a pour vocation de se pérenniser dans le temps.

Pour être admis à ce programme, les postulants doivent répondre aux critères suivants : être âgé de 28 ans au plus au 31 décembre 2019, avoir un niveau Bac+4/5 datant de moins de 2 ans et maîtriser la langue anglaise.

À l’issue de cette sélection, 10 étudiants au moins seront retenus puis formés dans leurs corps de métiers respectifs pendant une période d’un an. Un environnement de travail propice à la réalisation de leurs objectifs et à leurs attentes de

développement professionnel leur sera garanti.

Ce soutien prend également la forme d’évaluations et bilans réguliers de leurs performances, ainsi que l’accès à toutes les opportunités de formation, de mentorat et de promotion personnelle dont ils auront besoin pour l’ascension de leur carrière.

Un certificat de participation leur sera délivré à la fin du programme, avec une possible opportunité pour les plus performants d’être embauchés au sein de l’entreprise.

Ce programme de Vivo Energy Gabon est devenu un élément essentiel de la stratégie d’attraction

et de recrutement des talents de la société. Il a pour but d’aider les nouvelles recrues à poser les bases

d’une carrière réussie en optimisant leurs chances de réussite au plus haut niveau ■

À PROPOS DE VIVO ENERGY

Vivo Energy est titulaire des franchises Shell et Engen dans 23 pays d’Afrique. Nous sommes fiers de fournir à nos clients, dans les pays où nous exerçons nos activités, ce que les produits et services de haute qualité Shell et Engen offrent de meilleur, notamment la fiabilité de l’approvisionnement, l’expertise technique et un service client sans égal. À ce titre, nous avons mis en place les normes de santé et de sécurité les plus strictes de l’industrie et nous engageons à fournir, sur le plan écologique et social, les carburants et les lubrifiants Shell, de manière responsable.

Notre vision est de devenir la société d’énergie la plus respectée d’Afrique.

DES VACANCES AGRICOLES POUR LES JEUNES !

Le ministère de l’Agriculture lance ses premiers « 30 jours de vacances agricoles » à l’intention des jeunes de 14 à 22 ans. Objectif : susciter des vocations vertes chez nos futurs grands.

Quelle meilleure manière d’éduquer les jeunes à la pratique de l’agriculture que de les inviter sur des sites agricoles et mettre à leur disposition des outils pour les sensibiliser aux différents métiers du secteur ?

Du 30 juillet au 30 août prochain, dans le cadre de la pre-

mière édition des « vacances agricoles », le ministère de l’Agriculture accueille des jeunes 14 à 22 ans sur les sites agricoles de Siat Gabon, Olam et de l’Institut gabonais d’appui au développement (Igad).

Placé sous le haut patronage d’Ali Bongo Ondimba, ce programme vise à susciter des « vocations vertes » chez les jeunes. Au cours de cette évocation agricole, les participants seront formés quant aux métiers de l’agriculture et bénéficieront des opportunités de contact avec la terre.

« Les inscriptions sont gratuites et ouvertes au 1^{er} étage du ministère, au bureau des vacances agricoles. Inscrivez-vous rapidement, car le nombre de places est limité », indique un spot du ministère de l’Agriculture.

En effet, c’est au cours d’expériences à la fois amusantes et passionnantes que ces jeunes découvriront comment les plantes réagissent à leur environnement. La chaleur, la teneur en CO2, en humidité, mais également d’autres paramètres, influent sur la croissance des plantes et sur leurs relations avec leur environnement immédiat ■

Source : Gabon Review

REMISE DES ATTESTATIONS AUX PREMIERS STAGIAIRES DE L’ÉCOLE 241

La cérémonie de remise des attestations de l’école 241 s’est déroulée le 8 juillet 2019 à l’Institut français du Gabon en présence de Jean De Dieu Moukagni Iwangou, ministre de l’Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et du Transfert de technologie, de Philippe Autié, ambassadeur, haut représentant de la République française au Gabon, de Bernard Rubi, conseiller de coopération et d’action culturelle de l’ambassade de France, de Boubacar Noumansana, directeur du Bureau régional de l’OIF pour l’Afrique centrale et de la représentante de Hans Landry Ivala, directeur de l’ONE.

Le projet de création de « l’école 241 », nouvelle école liée aux métiers du numérique, est porté par l’incubateur Ogooué Labs et soutenu financièrement par l’ambassade de France à travers le PISCCA, ainsi que par l’Organisation Internationale de la Francophonie. La maîtrise d’ouvrage est assurée par Ogooué Labs qui s’appuie sur la fabrique française Simplon.Co pour la maîtrise d’œuvre. Basée à Paris, la fabrique Simplon est présente à l’international, notamment en Côte d’Ivoire et au Sénégal pour le continent africain.

« L’école 241 » a été officiellement inaugurée le 27 novembre 2018 dans les locaux de l’incubateur Ogooué Labs à Libreville.

L’école 241 contribue à former une fois par an un peu plus de 40 professionnels du numérique. La première cuvée est constituée de 45 apprenants sélectionnés sur plus de 1 000 candidats, répartis en 2 classes. Pendant 7 mois,

ces apprenants ont bénéficié gratuitement d’une formation intensive aux nouveaux métiers du numérique, à savoir développeur web et mobile et référent digital.

Les premiers sont désormais capables de concevoir un site web à partir de zéro en épousant la vision du client tout en respectant son cahier des charges. Le référent digital, quant à lui, se spécialise dans plusieurs métiers : chef de projet, marqueteur, analyste et codeur.

La méthode d’enseignement utilisée par l’école est la pédagogie inversée, un fonctionnement participatif qui permet aux apprenants de libérer toute leur créativité grâce à l’apprentissage par projets qui s’inspire des plus grandes écoles du numérique.

À l’issue de cette formation, la majorité des apprenants va désormais entrer en stage pour une période de 3 à 6 mois. Grâce au partenariat avec l’ONE, les apprenants auront notamment la possibilité d’intégrer son réseau d’entreprises partenaires pour une première expérience professionnelle dans le secteur du numérique, avec on l’espère un emploi à la clé. Pour les autres, des projets de création d’entreprises sont en cours de réflexion afin de répondre à une toute nouvelle offre de services.

Les inscriptions pour la deuxième cohorte sont ouvertes en ligne depuis le 1^{er} juillet 2019 ■

Source : ambassade de France au Gabon



Cote boursière
Mai – Juin 2019



Devises/F CFA	01/05/2019	13/06/2019	Variation
USD – Dollar américain	584,7361	581,0586	-0,63%
GBP – Livre britannique	760,5475	737,4612	-3,04%
CAD – Dollar Canadien	435,1290	436,6933	-0,36%
CHF – Franc suisse	573,5394	585,3101	2,03%
ZAR – Rand sud-africain	40,9400	39,0739	4,56%
JPY – Yen japonais	5,2506	5,3574	2,03%
AED – Dirham des Emirats Arabes Unis	159,4179	158,3099	-0,70%
CNY – Yuan	86,8346	83,9421	-3,33%
MAD – Dirham marocain	60,6189	60,3790	-0,40%

	01/05/2019	13/06/2019	Variation
Brent (USD / Baril)	72,18	61,47	-14,84%
WTI (USD / Baril)	63,60	52,53	-17,41%
Or (USD / once)	1 276,76	1 339,26	4,90%
CAC 40 (EUR)	5 586,41	5 375,63	-3,77%
Euro stoxx 50 (EUR)	3 514,62	3 390,50	-3,53%
DOW JONES (USD)	26 430,14	26 058,96	-1,40%

TAUX BEAC EN VIGUEUR

Taux d'intérêt des appels d'offres :	3,5%
Taux d'intérêt des prises en pension :	6,00%
Taux d'intérêt sur placement 7 jours :	0,00%
Taux d'intérêt sur placement 28 jours :	0,0625%
Taux créditeur minimum :	2,450%

SANTÉ

LE VITILIGO

Anne-Marie JOBIN



L'origine du vitiligo repose en grande partie sur un processus auto-immune associé à d'autres facteurs tels que la génétique ou le stress. Une quinzaine de gènes sont déjà connus pour avoir un lien avec la maladie et impliquer l'immunité.

15 à 20 % des patients souffrant de vitiligo seraient également atteints d'une hypothyroïdie ou d'une hyperthyroïdie d'origine auto-immune.

THÉRAPIES ACTUELLES ET ESPOIRS PORTÉS PAR LA RECHERCHE

Aujourd'hui, le vitiligo ne se soigne par complètement, les thérapies existantes permettent seulement d'empêcher l'évolution de la maladie. Les recours possibles sont la protection solaire lors de l'exposition, une exposition solaire modérée et raisonnable pour obtenir, dans certains cas, une repigmentation, la photothérapie UVB en cabine (qui permet de stimuler les mélanocytes afin d'obtenir une repigmentation partielle et temporaire), la greffe de mélanocytes (prélèvement de mélanocytes pigmentés du patient sous anesthésie locale puis greffe de ces derniers dans les zones dépigmentées), l'utilisation de dermocorticoïdes et d'immunosuppresseurs locaux pour diminuer l'activité du système immunitaire ou la dépigmentation complète de la peau par traitement laser.

De nombreuses pistes sont explorées actuellement par les chercheurs pour développer de futures thérapies. Il s'agit notamment de l'étude de la molécule E-cadhérine (protéine d'adhésion présente sur les mélanocytes et retrouvée en moindre quantité chez les personnes atteintes de vitiligo), du développement d'une crème à base de ruxolitinib (essai clinique de phase 2 réalisé à Boston montrant son efficacité sur le vitiligo touchant le visage), du développement de traitements locaux à base de prostaglandine E2 (acides gras jouant un rôle dans l'inflammation), d'afamelanotide (hormone mélanotrope de synthèse), d'inhibiteurs de molécules impliquées dans certaines voies de signalisation cellulaires (prolifération cellulaire par exemple) et enfin du développement d'un traitement favorisant la différenciation des cellules souches mélanocytaires (thérapie intéressante pour les zones de la peau difficiles à repigmenter telles que les extrémités du corps (mains ou pieds)).

Le vitiligo est une pathologie cutanée rare caractérisée par des taches dépigmentées sur la peau. Même si cette dermatose reste bénigne, il est souvent difficile pour les patients d'accepter psychologiquement cette maladie qui touche l'apparence physique. Retour sur les symptômes du vitiligo et les dernières innovations en cours ou à venir pour améliorer la qualité de vie des patients.

LA MALADIE EN QUELQUES MOTS

Le vitiligo est une dépigmentation progressive de la peau qui touche 0,5 à 1 % de la population mondiale. Elle s'explique par la perte des mélanocytes (cellules de la peau) qui produisent la mélanine, un pigment colorant la peau.

Le vitiligo peut prendre deux formes : une forme segmentaire, quand la dépigmentation concerne un seul côté du corps dans une zone délimitée, ou une forme non segmentaire, lorsque l'intégralité du corps est touchée.

Le visage, les mains et les pieds sont souvent les premières zones atteintes.

Par la suite, les lésions se développent de façon bilatérale et symétrique.

Des démangeaisons peuvent parfois précéder la survenue de nouvelles taches. De plus, les zones dépigmentées sont extrêmement sensibles au soleil et une exposition peut engendrer rougeurs et démangeaisons.

Un temps pour soi by Vanessa

Coiffures :

- européennes
- africaines

Esthétiques :

- onglerie
- soin visage & corps
- épilation
- massage
- maquillage

Téléphone :
+241 07 00 28 58

Facebook :
Un temps pour soi by vanessa

Mail :
untempspoursoibyvanessa@hotmail.fr

Offres valables jusqu'au 30 avril 2019
Sur présentation de ce coupon

- 50 % sur nos soins du visage & du corps
- 50 % sur nos massages
- 20 % sur nos manucures et pédicures

AGENDA N°76

4-6 AOÛT 2019, ABIDJAN (CÔTE D'IVOIRE) : AFRICAN GROWTH OPPORTUNITY ACT (AGOA)

La 18^e édition du Forum de coopération économique et commerciale USA-Afrique au Sud du Sahara (AGOA Forum dénommé « Forum AGOA Côte d'Ivoire 2019 ») se tiendra du 04 au 06 août 2019 à Abidjan sur le thème : « L'Agoa et l'avenir : développement d'un nouveau paradigme pour orienter les relations commerciales et les investissements entre les États-Unis et l'Afrique ».

9-10 OCTOBRE 2019, PARIS (FRANCE) : AMBITION AFRICA 2019 : L'ÉVÉNEMENT BUSINESS DE RÉFÉRENCE ENTRE LA FRANCE ET L'AFRIQUE

Forum annuel organisé au ministère de l'Économie et des Finances français pour renforcer les échanges économiques entre l'Afrique et la France.

21 ET 22 OCTOBRE 2019 – MAROC & 24 ET 25 OCTOBRE 2019 – SÉNÉGAL : LES RENCONTRES AFRICA

En 2019, les Rencontres Africa se tiendront pour la 2^e fois sur le continent africain afin de pérenniser l'esprit de réciprocité qui anime non seulement les organisateurs, mais surtout les participants ! Chaque année, les dirigeants d'entreprise français et africains profitent de ce rendez-vous pour développer leurs relations commerciales et nouer de nouveaux partenariats de collaboration.

04-08 NOVEMBRE 2019, PARIS (FRANCE) : BATIMAT

Batimat, le salon professionnel de la construction, est le lieu pour découvrir un nombre record d'innovations en avant-première mondiale, participer à des conférences inspirantes et assister à des démonstrations.

by AFRIJET								
Valable du 31 Mars 2019 au 29 Octobre 2019, en heures locales.								
De	Vers	Lundi	Mardi	Mercredi	Judi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Brazzaville	Libreville	16H15		11H15		13H45		
	Port-Gentil	16H15		11H15		13H45		
	Douala			11H15		13H45		
	Franceville							
Douala	Libreville	11H30	17H30	15H45	09H45	18H15		16H30
	Port-Gentil	11H30	17H30	15H45	09H45			16H30
	Brazzaville	11H30						
	Pointe-Noire				09H45			16H30
Franceville	Sao Tomé				09H45	18H15		
	Brazzaville					12H00		
	Libreville	12H15	14H45	12H15	12H15	15H15	12H15	14H45
	Port-Gentil	12H15	14H45	12H15	12H15	15H15	12H15	14H45
Libreville	Brazzaville	13H30				10H00		
	Franceville	10H00	-	10H00	-	10H00	10H00	-
	Pointe-Noire	-	12H30	-	10H00	13H00	-	12H30
	Port-Gentil	07H30	07H30	07H30	07H30	07H30	07H30	-
		17H30	10H15	17H30	17H30	17H30	17H30	17H30
		21H30	17H30	21H30	-	-	-	-
		21H45	21H45	21H45	21H45	21H45	21H30	21H45
	Sao Tomé				17H15	16H30		11H00
Pointe-Noire	Douala	08H15	15H45	14H00	08H00	16H30		14H45
	Yaoundé	08H15				08H15		
	Libreville		13H30		13H45			20H30
	Port-Gentil		13H30		13H45			
Port-Gentil	Douala		13H30					
	Sao Tomé				13H45			
	Brazzaville	08H30				08H30		
	Libreville	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	-
		-	11H00	-	-	-	-	09H30
		18H30	18H30	18H30	15H30	18H30	18H30	-
		19H00	19H00	19H00	18H30	19H00	-	19H00
	Pointe-Noire		08H30		08H30			11H00
Sao Tomé	Douala		11H00	08H30		08H30		09H30
	Sao Tomé				15H30	08H30		09H30
	Franceville	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	09H30
	Libreville				18H15	19H15		11H45
Yaoundé	Port-Gentil				18H15			11H45
	Pointe-Noire							11H45
	Douala							11H45
	Libreville	10H00				10H00		
	Brazzaville	10H00						
	Franceville					10H00		
	Port-Gentil					10H00		
	Sao Tome					10H00		

Vols directs

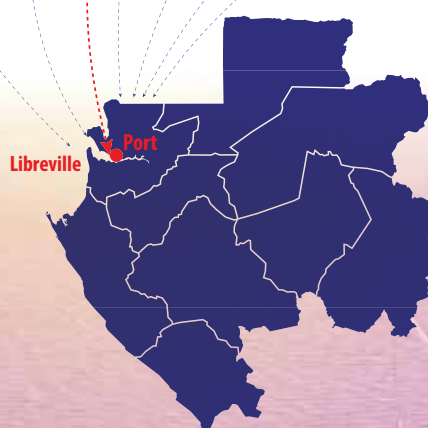
Vols avec escale

Follow us on : facebook.com/afrijet

flyafrijet.online

GSEZ Ports & Logistics

**Des terminaux modernes, performants
et des services logistiques multimodaux**



MANUTENTION PORTUAIRE

**TRANSPORT PAR VOIE ROUTIÈRE,
MARITIME ET FERROVIAIRE**

**NAVIRES
CONVENTIONNELS**

**SHIPPING, CONSIGNATION
ET REMORQUAGE**

**GUICHET UNIQUE,
TRANSIT MARITIME,
AÉRIEN ET DÉDOUANEMENT**

**BASE LOGISTIQUE
ET PARC À BOIS**



Flotte de véhicules de GSEZ Mineral Port



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ELEVAGE, DE LA PÊCHE
ET DE L'ALIMENTATION



La sécurité alimentaire est l'affaire de tous

LE **SMILEY SANITAIRE** EST UN INDICATEUR DE SALUBRITÉ QUI
ATTESTE QUE L'ÉTABLISSEMENT EST AGRÉÉ SUR LE PLAN SANITAIRE



Cette structure répond à toutes les normes
d'hygiène et de sécurité alimentaire.



Cette structure répond aux normes
d'hygiène et de sécurité alimentaire,
mais nécessite des améliorations.



Cette structure répond aux normes
d'hygiène et de sécurité alimentaire de base.

IMMEUBLE ESPACE2, BATTERIE IV / BP : 2735 LIBREVILLE
Tel.: 01 44 21 33 / Site internet : www.agasa.ga / Facebook : Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire